

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DU PAS-DE-CALAIS

**VERSEMENTS DU BUREAU DE LA
REGLEMENTATION DE LA PREFECTURE
DU PAS-DE-CALAIS DE 1964 A 1982
(1854-1985)**

Répertoire méthodique détaillé

par

François COLPIN, étudiant en Master 2 Archivistique et Monde du travail à
l'université de Lille 3

et

Anne LAMBERT, conservateur du patrimoine

Arras, 2014-2015

INTRODUCTION

Provenance

Le fonds traité dans le cadre du présent répertoire est constitué des 18 versements effectués par le bureau de la réglementation, un des trois bureaux de la direction de la réglementation, de sa création en 1964 à la réforme de l'organisation des services opérée en 1982.

Il s'agit des versements 1 W 25722-25742 du 8 août 1966, 1 W 32280-32362 du 8 septembre 1969, 1 W 44592-44670 du 27 janvier 1976, 1 W 46027-46060 du 25 octobre 1976, 1 W 50283-50291 du 29 mars 1978, 1 W 55407-55446 du 11 septembre 1979, 1 W 55490-55866 du 1^{er} octobre 1979, 1 W 56485-56593 du 11 janvier 1980, 1 W 61979-62100 du 2 mars 1981, 1 W 65273-65442 du 12 octobre 1981 et 1 W 65443-65658 du 12 octobre 1981. L'ensemble représente un volume total de 32,65 mètres linéaires.

Les séries de dossiers relatives aux installations classées (dossiers d'instruction des arrêtés et récépissés) ne sont que partiellement prises en compte dans le présent répertoire. Les cotes relatives à l'instruction des arrêtés et récépissés accordés feront l'objet d'un inventaire distinct. Elles correspondent aux articles 1 W 55529-55866, 1 W 61979-62095 et 1 W 65354-65415.

Présentation du producteur

L'organisation des compétences liées à la réglementation au sein de la préfecture du Pas-de-Calais

À la veille de la seconde guerre mondiale, en 1939, les différentes attributions du futur bureau de la réglementation relevaient pour l'essentiel de la première division, à l'exception des pigeons voyageurs :

- La police générale et municipale, les affaires judiciaires, le contrôle des jeux, les établissements dangereux, insalubres et incommodes (devenus par la suite établissements classés), les cartes d'identité professionnelles, le personnel de police (dont les gardes champêtres et gardes particuliers), les eaux minérales, les débits de boissons et le colportage relèvent du premier bureau de la première division ;
- Le contrôle de l'agriculture, du commerce et de l'industrie relèvent du deuxième bureau de la première division. Y sont ainsi traitées les affaires concernant la chasse, la pêche,

la culture du tabac, les courses de chevaux et concours hippiques, les foires et marchés et les brevets d'invention ;

- Marchands ambulants, forains et nomades relèvent du troisième bureau de la première division, en charge des étrangers ;
- La colombophilie relève du premier bureau de la cinquième division, au titre des affaires militaires.

Après l'invasion allemande et l'instauration de l'État français, une réorganisation administrative s'opère au sein de la préfecture. Prise en application de l'article 2 de la loi du 2 novembre 1940 et d'instructions ministérielles du 6 novembre 1940, une note du 12 septembre 1941 établit la nouvelle organisation des services, effective à compter du 15 septembre 1941. Les compétences de police et réglementation sont regroupées au sein du deuxième bureau de la première division, qui devient bureau de la police générale. L'agriculture (incluant la chasse et la pêche) est transférée au deuxième bureau de la quatrième division, en charge de la gestion du ravitaillement. La cinquième division conserve en revanche sa compétence militaire, limitée pour l'essentiel à la défense passive.

L'arrêté préfectoral du 4 mars 1950, actant la fin des attributions de la période de guerre, entérine une réorganisation importante des services. La cinquième division, précédemment vouée principalement aux affaires militaires et à la défense passive, est désormais en charge de l'aide sociale. Quant aux compétences qu'elle exerçait, celles qui sont maintenues intègrent la quatrième division. Elles y forment un quatrième bureau consacré aux affaires militaires, à la protection civile et à la colombophilie. L'organisation des compétences de police et réglementation est également modifiée, retrouvant une répartition proche de celle qui prévalait avant-guerre :

- Les établissements dangereux, insalubres ou incommodes, les eaux minérales et la police relèvent du deuxième bureau de la première division ;
- Les marchands ambulants et les nomades relèvent du troisième bureau de la première division (service des étrangers) ;
- Agriculture, commerce et industrie, chasse et pêche relèvent du deuxième bureau de la quatrième division en charge des affaires économiques.

Quelques années plus tard, un arrêté préfectoral du 21 janvier 1959 entérine une nouvelle réorganisation des services préfectoraux. Le seul changement notable en ce qui concerne les

attributions du futur bureau de la réglementation est le transfert des affaires militaires de la quatrième division vers la première division où elles forment un quatrième bureau.

Le changement majeur intervient en 1964. Le décret n° 64-250 du 14 mars 1964 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les départements et à la déconcentration administrative modifie une nouvelle fois l'organisation administrative des préfetures. Les attributions liées à l'action sociale quittent l'administration préfectorale pour former une direction départementale des affaires sanitaires et sociales (DDASS). Prenant acte de ces modifications, qui s'accompagnent également de mutations de personnel, le préfet propose une nouvelle organisation des services, formalisée par l'arrêté préfectoral du 10 juillet 1964¹.

L'organisation de la préfecture du Pas-de-Calais se présente alors comme suit :

- Le cabinet du Préfet,
- Le secrétariat général,
- Les services du développement économique et des investissements,
- Quatre directions : la direction de l'administration générale et du personnel (AGP) ; la direction de la réglementation (REG) ; la direction des affaires départementales et des finances (ADF) ; la direction de l'administration communale et des établissements publics (ACE).

La direction de la réglementation se compose de trois bureaux dont les noms seront fixés par l'arrêté préfectoral du 30 décembre 1965 : bureau de la réglementation (REG-R), bureau de la circulation (REG-C) et bureau de l'état civil et des étrangers (REG-E).

Au bureau de la réglementation sont confiées les compétences de police générale, les foires et marchés, la sécurité des lieux publics, les professions ambulantes et cartes professionnelles, la chasse et la pêche, la colombophilie, les armes et explosifs, le transport des hydrocarbures, les affaires judiciaires, les permis de culture du tabac et la police des eaux, dont le règlement de police des cours d'eau non domaniaux.

¹ Archives départementales du Pas-de-Calais, 1W64389.

L'arrêté préfectoral du 30 décembre 1965 et la note de service qui l'accompagne² prévoient également la disparition de la 3^e section du Service du développement économique et des investissements. Le bureau de la réglementation reçoit alors par transfert plusieurs de ses attributions ainsi que les trois agents qui en avaient la charge :

- Magasins généraux,
- Etablissements dangereux, incommodes et insalubres,
- Brevets d'invention,
- Marques de fabrique,
- Poids et mesures,
- Monnaies et médailles,
- Chambre des métiers : commission du répertoire.

L'arrêté préfectoral du 15 novembre 1969 ajoute quant à lui deux nouvelles compétences :

- Les autorisations de transport de corps à l'étranger pour l'arrondissement d'Arras (compétence précédemment exercée par la DDASS) ;
- Les autorisations d'inhumations dans les lieux autres que les lieux publics de sépulture, une compétence précédemment exercée par la direction de l'administration communale et les établissements publics (bureau des interventions des communes, dit ACE/IC).

Suite à la réorganisation prévue par l'arrêté du 19 février 1976³, les fonctions du bureau de la réglementation sont de nouveau modifiées. La compétence affichage et publicité précédemment exercée par le quatrième bureau de la quatrième direction lui est transférée tandis que lui est retirée celle de contrôle sur les lieux de spectacles et les cinémas.

La décentralisation et son impact sur l'exercice des missions préfectorales conduit à la mise en œuvre d'une nouvelle organisation des services préfectoraux par l'arrêté du 11 mai 1982. La direction de la réglementation est maintenue mais l'articulation des bureaux est modifiée. Les compétences du bureau de la réglementation sont scindées en deux bureaux :

² Arrêté préfectoral et note générale de service du 30 décembre 1965, Archives départementales du Pas-de-Calais, 1194 W 1.

³ *Recueil des actes administratifs*, février 1976, Archives départementales du Pas-de-Calais, BAP19/121.

- Le bureau des installations classées et de la réglementation de l'environnement (ICE) auquel sont transférés les installations classées, la lutte contre les nuisances et les pollutions, la chasse, la pêche et l'affichage⁴ ;
- Le bureau de la réglementation générale (RG) qui gère les affaires touchant la réglementation des professions, le suivi des personnes sans domicile, la police générale et particulière, la colombophilie, les agréments de gardes et commissionnements d'agents des services techniques, les armes et explosifs, les affaires judiciaires, les magasins généraux, la commission du répertoire (en lien avec le service de l'action économique), les brevets d'invention et marques de fabrique, les poids et mesures, les monnaies et médailles et l'hébergement collectifs.

Le fonctionnement du bureau de la réglementation dans son contexte historique

Gestion du personnel et fonctionnement du bureau

Dès 1964 et jusqu'en 1982, le bureau de la réglementation est divisé en deux sections distinctes : police générale et installations classées.

Le chef de bureau, attaché administratif, en assure la direction, traite les affaires litigieuses et réservées et dirige personnellement le suivi des agents immobiliers et des administrateurs de biens. Le poste est occupé par Nelly Pottrain de 1964 à son départ en retraite en 1979.

Un poste d'adjoint est créé en 1975. Il est pourvu par Jean-Marie Duval, d'abord affecté comme attaché stagiaire, également responsable de la section des installations classées. Il succède par la suite à Nelly Pottrain comme chef de bureau en 1979.

Tout au long de la période, le bureau fait état d'une insuffisance de personnel au sein des deux sections, justifiant le traitement irrégulier des compétences nouvelles et le retard d'instruction dans certains dossiers⁵. De fait, le nombre d'agents affectés au bureau connaît une augmentation sensible entre 1964 et 1978. L'effectif global passe ainsi de 6 agents, pour

⁴ Cette mise en œuvre répond à une demande réitérée du ministère de la qualité de vie, qui souhaitait l'organisation au sein des services préfectoraux d'un bureau départemental de l'environnement permettant d'assurer un relais territorial unique à ses domaines de compétence. Circulaire du 13 décembre 1976 du ministère de la qualité de vie, Archives départementales du Pas-de-Calais, 1 W 56755.

⁵ Une note d'avril 1976 adressée au secrétaire général met ainsi en avant la difficulté du service à prendre en charge l'exécution des dispositions réglementaires en matière d'hébergement collectif, fonction créée par la circulaire interministérielle n°4-75 du 10 février 1975. Archives départementales du Pas-de-Calais, 1391 W 25.

un besoin de 12 postes⁶ suivant les estimations du chef de bureau, à 15 agents⁷. Il comprend à la fois des agents du cadre national des préfetures (7 en 1975) et du personnel départemental (11 personnes en 1975)⁸.

La répartition des compétences entre les agents et la nature des actions mises en œuvre sont connus par les états des attributions et effectifs fournis par le bureau dans le cadre de la gestion des effectifs de l'administration préfectorale. En sus de leurs missions au sein du service, certains agents participent également à l'accueil du public en préfecture.

Les missions de la section installations classées

La section est chargée de mettre en œuvre la réglementation relative aux installations classées en application de la loi de 1917. Ce texte est complété par une loi du 21 avril 1932. Elle établit entre autres l'interdiction d'implantation de certaines industries dans les villes soumises aux lois des 4 mars 1919 et 19 juillet 1924 et préconise le regroupement des implantations industrielles au sein de zones réservées à ces activités. Elle précise également les conditions de régularisation des activités ouvertes sans autorisation ni déclaration préalable. Le rôle des mairies dans la procédure se trouve développé. La loi Morizet, en 1932, interdit par ailleurs aux établissements « d'émettre des fumées, des suies, des gaz toxiques ou corrosifs susceptibles de polluer l'atmosphère, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments ou à la beauté des sites ».

D'autres textes plus ponctuels complètent ce dispositif. L'ensemble de ce cadre reste néanmoins globalement inchangé après cette date. Le service souligne en revanche l'impact d'une multiplication des circulaires (17 textes entre 1970 et 1974), qui nécessiterait une reprise des prescriptions applicables aux établissements existants mais ne peut être mise en œuvre faute de temps⁹. La prise de conscience progressive de l'Etat sur le sujet de la pollution et des nuisances industrielles se traduit par la mise en œuvre d'une véritable politique de gestion des nuisances urbaines, généralement associée à la création le 7 janvier 1971, par Georges Pompidou, d'un ministère délégué en charge de la protection de la nature et de

⁶ Archives départementales du Pas-de-Calais, 1194 W 1, tableaux des effectifs en octobre et décembre 1964 établi en préparation à une inspection suite à une note de décembre 1964.

⁷ Archives départementales du Pas-de-Calais, 1745 W 23, tableaux des effectifs et attributions de 1978. Le bureau compte alors deux attachés en direction. Les agents sont également répartis entre la section des installations classées (6,5 postes) et celle de la police générale (7 postes).

⁸ Archives départementales du Pas-de-Calais, 1745 W 23, tableaux des effectifs réalisés dans le cadre d'une enquête nationale en 1975.

⁹ Archives départementales du Pas-de-Calais, 1745 W 24, *état des incidences des tâches nouvelles confiées à la préfecture*.

l'environnement¹⁰. Législativement, elle aboutit à la promulgation de la loi du 19 juillet 1976. Elle se traduit également à une augmentation du nombre des plaintes reçues.

La réglementation sur les installations classées instaurée par la loi du 19 décembre 1976 s'est traduite par la création d'une nomenclature de classement des établissements en fonction de leurs activités (décret n°53-578 du 20 mai 1953 relatif à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement). A chaque nomenclature est associée un ensemble de prescriptions techniques visant à assurer la lutte contre les risques de pollution. Une même industrie peut ainsi relever de plusieurs nomenclatures distinctes. Ces nomenclatures sont regroupées en trois classes. Les établissements relevant des 1^{ère} et 2^e classes sont soumis à autorisation (série des arrêtés). Pour les établissements de 3^e classe, les moins polluants, la procédure prévoit une simple déclaration (série des récépissés).

La section des installations classées est particulièrement active eu égard à l'importance du secteur industriel sur le territoire départemental. En 1966, 5995 structures sont recensées au titre des établissements classés soumis à inspection¹¹. En 1973, ce chiffre s'élève à 7405 : 398 au titre de la première classe, 898 au titre de la deuxième et 6109 au titre de la troisième classe¹². La section a vu son activité s'accroître au cours de la période. Entre 1971 et 1974, les dossiers examinés par le Conseil départemental d'hygiène, correspondant aux demandes des établissements de première et deuxième classe passent ainsi de 41 à 124¹³.

Le chef de section, secondé par un secrétaire administratif, assure le suivi de la réglementation et le relais des circulaires du ministère de la qualité de vie et de l'environnement. Il traite les affaires délicates (plaintes, contentieux, etc.), participe de droit aux réunions du conseil départemental d'hygiène et de la commission de la protection civile et reçoit les industriels et plaignants sur les questions relatives aux installations classées. Son adjoint le seconde pour l'instruction des dossiers importants (en particulier les mises en demeure et suspension d'autorisation), contrôle les arrêtés préparés par les agents, assure le suivi de la correspondance avec les industriels et le ministère concernant la redevance annuelle créée par décret du 29 décembre 1972, gère les vacances aux inspecteurs des

¹⁰ Rattaché au ministère de l'équipement de 1978 à 1981, ce ministère est constitué par des compétences reprises à d'autres ministères : la coordination interministérielle des actions concernant l'eau (compétence renforcée par le décret n°76-1085 du 29 novembre 1976), l'élimination des déchets et le bruit (ministère de la Santé), la protection de la nature (ministère de l'agriculture jusqu'en 1970) et la réglementation sur l'affichage. Sur ce dernier secteur, la gestion est néanmoins assurée par le ministère de l'Équipement entre 1980 et 1996. *Les sources de l'histoire de l'environnement, tome III : le XXe siècle*, dir. Andrée Corvol, p. 439-441.

¹¹ Note faisant suite aux observations formulées par la Cour des Comptes sur la rémunération des inspecteurs des établissements classés, 24 octobre 1964, Archives départementales du Pas-de-Calais, 1 W 44653.

¹² Archives départementales du Pas-de-Calais, 1475 W 18, tableaux et attributions des effectifs en 1973.

¹³ Archives départementales du Pas-de-Calais, 1745 W 24, *état des incidences des tâches nouvelles confiées à la préfecture*.

installations classés et suit les actions de contrôle de la pollution atmosphérique et d'analyses des eaux.

Les agents de la section assurent l'instruction des dossiers d'autorisation¹⁴ et déclaration¹⁵. Ils assurent également le suivi des plaintes relatives aux nuisances qu'ils provoquent. La section gère également la mise à jour du fichier des établissements, l'établissement des statistiques (états trimestriels, relevés mensuels des dépôts de liquides inflammables) et la synthèse des informations demandées par les services de l'administration centrale¹⁶.

Les opérations de contrôle et de suivi des activités¹⁷ sont en revanche mises en œuvre par le service des mines¹⁸ et les inspecteurs du travail pour les établissements industriels et par les services agricoles pour les établissements et exploitations de ce secteur¹⁹. Dans une note de 1966, le directeur de la réglementation estime ainsi que sur les 5995 établissements classés alors recensés pour le Pas-de-Calais, 4795 sont contrôlés par la Direction départementale du travail, 609 par les Services vétérinaires, 589 par le Service des Mines et 2 par le Directeur de la Poudrerie nationale d'Esquerdès²⁰. En revanche, la préfecture établit les lettres de mises en demeure et les rappels pour l'ensemble des établissements.

L'utilisation des radioéléments artificiels est soumise à un régime particulier. Les autorisations sont délivrées par la commission interministérielle des radioéléments artificiels, rattachée au Premier ministre. Des copies des notifications sont transmises à la préfecture pour conservation par ses services et transmission aux communes. Jusqu'en 1968, celles concernant les établissements de 3^{ème} classe sont suivies d'une déclaration en préfecture. Après cette date, la notification est simplement accompagnée de copies de pièces pour conservation en préfecture. Pour les établissements de 1^{ère} et 2^e classe, l'autorisation délivrée par la Commission reste subordonnée à l'obtention d'un arrêté préfectoral délivré au titre de

¹⁴ Les autorisations concernent les créations, régularisations et extensions des installations classées de première classe. 136 dossiers sont traités à ce titre en 1975.

¹⁵ Les déclarations concernent les créations et modifications d'établissements de troisième classe. 232 demandes sont traitées à ce titre en 1975.

¹⁶ Une circulaire du 5 août 1976, faisant référence à une première circulaire du 4 juillet 1972, rappelle ainsi que les comptes rendus et rapports relatifs à des pollutions accidentelles des eaux et établis par les services chargés de la police des eaux doivent être transmis par les préfets au secrétariat permanent pour l'étude des problèmes de l'eau.

¹⁷ La loi de 1917 crée dans son article 21 un « service de l'inspection des établissements dangereux, insalubres et incommodes », placé sous l'autorité du préfet. Il s'exerce « avec le concours des inspecteurs des établissements classés » et doit veiller à l'application des instructions de l'administration, à la salubrité des entreprises et au traitement des plaintes. Le titre 5 de la loi prévoit également des sanctions ayant rang de contravention.

¹⁸ Le service des mines, devenu ensuite une entité de la DRIRE avait sous sa compétence les industries annexes des mines en application des lois du 2 novembre 1892 et du 12 juin 1893.

¹⁹ La loi de 1917 excluait les établissements agricoles. Ceux-ci ne sont pris en compte de fait qu'à compter des années 1950-1960.

²⁰ Archives départementales du Pas-de-Calais, 1 W 64453

la réglementation sur les établissements classés²¹. Les contrôles sont par ailleurs effectués par la direction de la prévention des nuisances industrielles du Ministère de l'industrie. Une copie des rapports est transmise à la préfecture pour information et suite à donner auprès des services (mise en conformité, etc.).

L'attention portée aux nuisances créées par l'activité industrielle impacte également de façon croissante l'activité de la section, se traduisant par la collecte d'informations plus nombreuses. Celles-ci concernent principalement la pollution atmosphérique et celle des eaux, la notion de pollution des sols restant encore peu évoquée à cette date.

Les missions de la section police générale

Au sein de la section de la police générale, les compétences sont réparties par grandes thématiques.

Le suivi des professions réglementées est affecté à deux agents qui assurent l'instruction et la délivrance des cartes professionnelles et récépissés de déclarations d'activité, incluant le contrôle des justificatifs produits. Sont couvertes par ce terme les professions de coiffeurs²², voyageurs représentants de commerce²³, commerçants ambulants, photographes filmeurs, colporteurs, brocanteurs. Les agents assurent également l'agrément des gardes et agents assermentés²⁴ (enquête administrative, délivrance des arrêtés et cartes professionnelles). Sont également traités par les mêmes agents les questions et visas concernant les personnes sans domicile fixe.

La sécurité dans les établissements recevant du public comporte la diffusion des instructions ministérielles, la constitution des commissions de sécurité, l'étude des dossiers, l'établissement de statistiques et la mise à jour du fichier des établissements. Sont concernés les 400 communes de l'arrondissement d'Arras et les établissements de première catégorie pour l'ensemble du département.

Sont également traités par la section les délivrances des cartes d'autorisation d'exploiter des entreprises cinématographiques. Ces compétences se traduisent par des courriers de demandes de visite, des envois de prescriptions, les correspondances liées au contrôle des

²¹ Copie d'une lettre du secrétaire permanent de la commission interministérielle des radioéléments artificiels au préfet de la somme, 1^{er} octobre 1968. Archives départementales du Pas-de-Calais, 1 W 65353.

²² En 1975, le nombre de demande de création et modifications annuelles est évalué à 200 environ.

²³ L'arrondissement d'Arras en compte environ 700 en 1975.

²⁴ Sont concernés par cette procédure les gardes chasse et pêche, les préposés au stationnement payant, les agents d'EDF-GDF, les gardes champêtres, les contrôleurs de la mutualité agricole, les gardiens d'autoroute mais également les gérants de buffets et bibliothèques de gare.

autorisations d'ouverture et d'exécution des prescriptions réglementaires (lettres de rappel, mises en demeure, fermetures administratives).

La police municipale et rurale concerne la diffusion de réglementation auprès des administrations (instructions, arrêtés préfectoraux) et le contrôle des arrêtés municipaux. Les agents chargés de ce domaine assurent également l'instruction et la correspondance relative aux jeux (loteries, tombolas, jeux et amusements publics) et aux opérations publicitaires, ainsi que le suivi de questions variées telles que la lutte contre le bruit, la sonorisation sur la voie publique, les agences privées, les activités de spectacle, l'occupation du domaine public (nomades, fêtes foraines), les réglementations liées au commerce (ventes restrictives ou occasionnelles, vente à domicile), la circulation dans les forêts, les questions relatives à la réglementation des plages, la publicité (prospectus, tracts), les films interdits, les jouets dangereux, l'hébergement et les hôtels, les tirs, artifices et pétards, la législation funéraire (dont les transports de corps pour l'étranger), les appareils radioélectriques d'émission, etc.

La réglementation relative à la police de l'air porte sur la diffusion des instructions, les autorisations de création (aérodromes privés, hélistations, hélisurfaces en agglomération), l'instruction des arrêtés prescrivant les conditions de circulation sur les aérodromes, l'organisation des manifestations aériennes (enquêtes et autorisations des lâchers de ballons, sauts de parachutistes, baptêmes de l'air, démonstrations d'aéromodélisme, etc.) ainsi que les autorisations de survol à basse altitude des agglomérations (photographies, remorquage de banderoles, épandages, etc.).

La police de la chasse comprend la diffusion aux maires des informations et réglementations relatives à la chasse (circulaires, arrêtés temporaires et permanents) ainsi que l'instruction des procédures réglementaires. Les thématiques traitées sont l'ouverture et la clôture de la chasse, les autorisations de destruction d'animaux nuisibles, les battues administratives, les réserves de chasse, les plans de chasse au grand gibier²⁵, l'élevage et le transport de gibier, les permis de chasse (délivrance, visa et validation), le suivi des licences de chasse pour l'arrondissement chef-lieu²⁶ ainsi que la nomination des lieutenants de louveterie.

La police de la pêche fluviale intègre également la diffusion des instructions et arrêtés à destination des maires. Les thèmes traités sont les périodes d'interdiction de la pêche, les réserves de pêche, l'agrément des sociétés de pêche, la création d'enclos et d'établissements de pisciculture et la lutte contre le ras musqué.

²⁵ 401 bénéficiaires sont recensés en 1975, 520 en 1979.

²⁶ 11000 permis de chasse sont recensés en 1975 pour le seul arrondissement d'Arras.

Les autres compétences ne donnent lieu qu'à des actions ponctuelles et sont réparties entre les agents de la section : prophylaxie de la rage et de la fièvre aphteuse, dépôt des brevets d'invention, dessins, modèles et marques de fabriques, poids et mesures, monnaies et médailles, délivrance des cartes d'exploitants forestiers et de scieries, récépissés des déclarations de producteurs ou ramasseurs de lait cru, protection des végétaux, autorisation des sociétés de courses et des ouvertures d'hippodromes, suivi des foires et marchés, commissions du répertoire des métiers et des qualifications, contrôle des magasins généraux, réglementation de l'affichage et de la publicité, examen des procès-verbaux de gendarmerie, autorisation des galas de boxe²⁷.

Un autre agent administratif assurait le suivi concernant les affaires judiciaires (interdits de séjour, prisons²⁸, libérations conditionnelles, établissement des jurys criminels), la police des débits de boisson, celle des jeux et casinos²⁹, le contrôle des dépôts d'explosifs et celui des armes. Pour les dépôts d'explosifs, la compétence de la section couvre l'information sur la réglementation et l'instruction des demandes de création et d'exploitation des dépôts d'explosifs de toute catégorie (arrêtés préfectoraux d'autorisation). Cette compétence est par la suite élargie aux autorisations de transport, d'acquisition, d'habilitation à l'emploi, etc. Pour les armes, il s'agit également de l'instruction des demandes d'acquisition et de détention de port d'armes et de la délivrance des autorisations (arrêtés préfectoraux d'autorisation).

Le suivi de la colombophilie comprend quant à lui l'enregistrement la réalisation des statistiques relatives aux ouvertures, fermetures et transferts de colombiers. Il comporte également l'instruction des autorisations de lâchers de pigeons voyageurs et les demandes d'avis à la fédération colombophile concernant les infractions relevées par les services de police et de gendarmerie.

Typologie des documents et intérêt historique du fonds

Les séries de dossiers sont de plusieurs natures et correspondent aux modalités d'exercice des missions confiées au bureau. Elles peuvent être globalement regroupées suivant trois catégories :

²⁷ Leur nombre est évalué entre 40 et 50 par an dans la décennie 1970.

²⁸ 4 établissements pénitentiaires sont en activité dans le Pas-de-Calais à cette date.

²⁹ 5 établissements sont en activités dans le Pas-de-Calais à cette période.

- Dossiers d’instruction : ils sont constitués des demandes, des pièces justificatives transmises à l’appui du dossier et des décisions finales, dont la nature varie selon les sujets traités (récépissés, autorisations, agréments, etc.)
- Fichiers et statistiques : établissement d’états et fichiers récapitulatifs des bénéficiaires d’autorisations ou des structures contrôlées ;
- « correspondance » : sous cette dénomination fréquemment employée par les agents du bureau sont regroupées des collections chronologiques d’échanges avec des particuliers relatifs à des plaintes, demandes diverses ou avec des administrations pour la diffusion de textes réglementaires et procédures.

L’intérêt historique du fonds est pluriel en raison de la diversité des compétences exercées par le bureau. Il permet ainsi de toucher à la variété des missions réglementaires mises en œuvre en matière de police administrative et pour le suivi des activités polluantes.

Le fonds est plus particulièrement riche par les informations qu’il donne à propos du développement des activités industrielles et de leur impact sur l’environnement du territoire départemental. Par le biais des plaintes reçues et des suites qui leur sont données, il renseigne également sur la perception des nuisances liées à l’activité industrielle par les habitants et les acteurs administratifs du secteur (bruits, odeurs, santé) ainsi que sur les évolutions des réponses qui y sont apportées.

Des lacunes dans les versements et les critères de tri appliqués expliquent en revanche la rareté des informations disponibles sur certains aspects, tels que le suivi de la sécurité des établissements, celui des salles de spectacles, le répertoire des métiers et l’affichage et publicité. Sur certains secteurs de compétence, il semblerait également que la rareté des sources disponibles soit également le reflet d’une faible activité du service dans les domaines concernés. En témoigne l’exemple des établissements recevant du public. Dans une note de service de 1979 relative aux besoins en effectif, le chef de bureau indique ainsi que le suivi des établissements est limité au minimum, faute de moyens pour développer la mission³⁰.

³⁰ Archives départementales du Pas-de-Calais, 1745 W 24, note du 18 juin 1979 adressée au secrétaire générale. Le constat est appuyé par le directeur de la réglementation dans une note jointe du 26 juin 1979.

Classement

Le plan de classement de l'instrument de recherche s'appuie sur la division du bureau en deux sections (police générale et installations classées). Il respecte également autant que possible la répartition des compétences parmi les agents du service entre 1964 et 1982 lorsque celle-ci conduit à des regroupements thématiques.

Evaluations, tris et éliminations, sort final

Plusieurs opérations d'éliminations ont été réalisées entre 1973 et 1996 parmi les documents versés aux Archives départementales :

- Installations classées : ont été éliminés les instructions et textes réglementaires (n. d.), les projets sans suite ou non classables (n. d.-1980), les pièces comptables (1964-1965, 1972, 1977), la correspondance générale (1956-1980) et les dossiers des taxes et redevances annuelles (1969-1980).
- Professions réglementées : ont été éliminés les dossiers individuels et les carnets forains (1952-1978), les demandes de duplicatas (1952-1970) et les procès-verbaux d'infractions à l'encontre de personnes exerçant la profession de vendeur de produits laitiers et de viande et bétail (1966-1971).
Transport et commerce du bétail, de la viande et des produits laitiers, représentants de commerce, colporteurs, forains, marchands ambulants, brocanteurs, coiffeurs.
- Chasse et police rurale : autorisations des destructions d'animaux nuisibles et des reprises de faisans, perdrix et lièvres (1956-1978), correspondance générale (1954-1959), réglementation de l'ouverture et de la clôture de la chasse (1959-1975) ; permis de chasse : examen, dossiers individuels, correspondance générale (1977-1978).
- Culture du tabac : déclarations et autorisations annuelles (1965-1970), indemnités des délégués du conseil d'administration de la caisse d'assurance des planteurs de tabac (1941-1964).
- Courses : subvention aux sociétés de courses de chevaux (1947-1960), ouvertures d'hippodromes et cynodromes (1939-1965).
- Affaires judiciaires : libérations conditionnelles (1964-1973) ; interdictions de séjour : dossiers individuels (n. d.), textes officiels.
- Débits de boisson : textes réglementaires (1924-1980), dossiers de dérogation (n. d.), fermetures exceptionnelles (1979).

- Armes et explosifs : infractions et réglementation (1960-1967), autorisations (1967-1979).
- Autres compétences de police : sonorisations et caravanes publicitaires (1964-1969) ; lâchers de pigeons et recensement des colombophiles (1961-1979) ; loteries (1964-1972) ; agréments des gardes particuliers et agents d'EDF-GDF (1963-1978) ; affichage et publicité (1965-1976) ; commission du répertoire de la chambre des métiers (n. d. antérieur à 1980) ; manifestations aériennes et survol à basse altitude (1964-1979) ; galas de boxe (1965-1980) ; permis de chasse (1964-1976).
- Fonctionnement du service : décisions modificatives (1973), dossiers d'agents ayant quitté le service, notes de service (1978).

Pour certaines séries, des échantillons ou spécimens ont été conservés :

- Installations classées : outre les dossiers d'instruction des arrêtés et récépissés (autorisation, rejet), non traités dans le présent répertoire, sont conservées les plaintes et les études et des pièces isolées non réintégrées dans les dossiers.
- Professions réglementées : ont été conservés quelques spécimens de dossiers de correspondance pour les forains (1951-1952, 1954-1961) et marchands ambulants (1954-1959, 1963) ainsi que des registres (1959-1963, 1975).
- Culture du tabac : autorisations de 1964, administration et fonctionnement de la Caisse d'assurance des planteurs (1952-1971).
- Galas de boxe, autorisations (1968-1972).
- Examen du permis de chasse (1976-1977).
- Agréments d'agents assermentés (1951-1964).
- Armes et explosifs : détention illégale, commerce et refus d'autorisation (1964-1970).

Les tris effectués lors du classement préalable au présent répertoire n'ont concerné que les doubles et formulaires vierges. Il n'a pas été procédé à des reclassements et modifications de cotes, sauf rétablissement ponctuel de l'ordre d'une suite de dossiers. Plusieurs cotes ont dû être scindées lors du reconditionnement.

Sources complémentaires

ARCHIVES NATIONALES

MINISTERE DE LA QUALITE DE VIE ET DE L'ENVIRONNEMENT

Direction de l'eau

19950535/1-4 Conseil national de l'eau (1965-1980). Conseil supérieur d'hygiène publique (1973-1974). Centrales nucléaires, lacs (1971-1975).

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Direction des industries agricoles et alimentaires

19910547/1-18 Industries agricoles et alimentaires (1942-1961).

19920340/1-25 Archives de Jean Wahl, délégué aux industries agricoles et alimentaires (1977-1979).

Service structures et exploitations agricoles

19910495/1, 11 Archives relatives à la politique internationale et communautaire des structures agricoles (1963-1982). Affaires diverses, 1970-1980.

Bureau de la législation et de la police des eaux (1961-1984)

19910714/1-211 Organisation du service de l'Hydraulique (1941-1980). Elaboration ou application de textes législatifs ou réglementaires (1936-1981). Commissions et organismes (1923-1984). Conseil supérieur de la pêche (1950-1984). Secrétariat permanent pour l'étude des problèmes de l'eau (1961-1975). Autres organismes (1923-1981). Problèmes généraux relatifs à l'eau (1903-1981). Affaires générales et structurelles (1958-1978). Ressources hydrauliques, hydrologie (1960-1976). Pollution des eaux (1903-1981). Eaux souterraines (1948-1980). Carrières, alluvions (1965-1979). Eau potable (1946-1979). Police des eaux (1866-1984). Affaires générales (1948-1982). Coordination interministérielle (1963-1980). Frais de police et de surveillance (1941-1964). Infractions (1951-1984). Classement des cours d'eau (1950-1976). Entretien (1946-1981). Inondations (1945-1978). Usage des eaux (1932-1982). Usines autorisées (1920-1982). Barrages (1927-1980). Pêche, navigation, loisirs (1866-1979). Affaires diverses (1926-1980). Hydraulique (1865-1980). Affaires générales (1865-1980). Etudes (1947-1967). Planification (1948-1968). Associations, syndicats et sociétés (1949-1974). Travaux,

drainage, irrigation (1878-1975). Pelurier (1964-1983). Dossiers d'affaires par département : pollution (1942-1978) ; eau potable (1933-1981) ; canaux (1951-1980) ; vallées submersibles (1947-1977) ; barrages (1962-1978) ; affaires diverses (1852-1983).

MINISTERE DE L'INDUSTRIE

Direction des hydrocarbures

- 19780648/1-57 Etudes sur l'utilisation de l'énergie, les problèmes relatifs aux produits pétroliers (1945-1962). Arrêtés et spécification des produits pétroliers ; documentation sur les carburants utilisés dans l'aviation ; composition de l'essence ; études sur les carburants pouvant remplacer le pétrole ; approvisionnement de l'armée en carburant en cas de conflit (1932-1965).
- 19790516/16-60 Dossiers du service raffinage-utilisation, généralités sur la commission des carburants ; groupe de travail sur le raffinage dans le cadre du 5ème plan (études sur les raffineries et les grands ports pétroliers) (1955-1971). Dossiers du service documentation-information, statistiques sur le pétrole en France et à l'étranger et documentation relative aux besoins en carburant et à l'approvisionnement ; minutier de la direction des carburants ; réunions des chefs de service ; documentation diverse ; relations avec la compagnie française des essences synthétiques (1932-1967).
- 19940309/1-16 Dossiers sur la sécurité des installations pétrolières et le stockage des hydrocarbures (1958-1990).
- 19980124/1-7 Commission interministérielle des dépôts d'hydrocarbures (1962-1978). Déclarations des stocks de réserve (1980-1985).
- 19980321/1-72 Investissements de l'industrie du raffinage en France (1977-1985). Comité technique de l'utilisation des produits pétroliers (1962-1987). Dossiers de raffineries (1904-1990). Demandes d'autorisations d'installations classées (1976-1988). Qualité des produits à base d'hydrocarbures (1971-1987). Carburants de substitution (1975-1990). Accidents dans les dépôts d'hydrocarbures, les ports, les pipelines, les explosions de butane et propane, la réglementation pour la Société et statistiques nationales d'accidents du travail (1951-1989).

20000136/27 Suivi des dépôts de pétrole supérieurs ou égaux à 400 m3, département du Pas-de-Calais (1935-1990).

20020006/1-23 Commission interministérielle des dépôts d'hydrocarbures (1946-1974). Sites de stockage souterrain d'hydrocarbures, autorisation et étude (1958-1997).

Direction gaz, électricité, charbon

19770384/1-8 Dossiers sur l'équipement en gaz et les usages domestiques et commerciaux du gaz (1947-1966).

19780419/1-73 Activités de contrôle de la sur l'approvisionnement, le transport et la répartition du gaz et du méthane liquide (1953-1975).

19790723/1-127 Activités de contrôle du service sur le gaz en France ; missions sur le gaz à l'étranger ; investissements de Gaz De France (1956-1977). Affaires traitées dans les arrondissements minéralogiques (1948-1969).

19830712/1-43 Entreprises gazières ; consommation ; affaires techniques, tarifs (1946-1980).

19850504/1-25 Attributions et organisation de la direction du gaz, de l'électricité et du charbon (1949-1973).

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Bureau de la liberté individuelle

19840073/14 Contrôle du commerce des explosifs (1949-1962).

19860581/32-33, 41 Armes et explosifs (1945-1975). Transports de fonds et gardiennage (1975-1978). Ordre public, police administrative (1944-1976).

19880076/2, 8 Police administrative, contrôle des immigrés, des populations nomades et des agences privées de recherche (1979-1983). Agents immobiliers, recensement et contrôle (1982-1986).

19880207/2 Vol des U. L. M. (Ultralégers Motorisés), réglementation (1963-1983).

19880505/1-7 Réglementation des stations radioélectriques privées, de la télévision et des radios pirates (1949-1987). Répression du travail clandestin, réglementation des professions immobilières, des spectacles, des salles de bal et de la colombophilie civile, utilisation des héli-surfaces et aérodromes (1945-1987).

- 19880512/1-3 Lutte contre le bruit (1917, 1950-1985).
- 19890069/29-30 Dossiers d'armuriers, autorisations de vente d'armes (1947-1988). Procédures d'enquête administrative en particulier sur la circulation automobile, les motos vertes, les objecteurs de conscience, les établissements classés comme dangereux et poursuites judiciaires contre la presse (1949-1986).
Classement par département. Dossiers concernant le Pas-de-Calais.
- 19960302/1-21 Commerce non sédentaire, expulsions locatives, délégation interministérielle aux professions libérales, gens du voyage, activités parapsychologiques et sectes (1967-1995). Arrêtés d'autorisation de port d'arme permanents délivrés à des personnalités françaises (1960-1985). Arrêtés d'autorisation de port d'arme temporaires et permanents délivrés à des étrangers (1975-1990).
- 19970156/1-18 Nomades et gens du voyage (1947-1995). Commerce non sédentaire et forains (1951-1994). Voyageurs de Commerce, VRP, ventes à la sauvette et au déballage, démarchage à domicile, brocanteurs et commissaires-priseurs, vols d'objets d'art (1946-1994). Expulsions locatives (1981-1994).
- 19990426/1-68 Règlementations spécifiques (1924-1996). Police judiciaire, régime pénitentiaire, droit de grâce, lois d'amnistie (1951-1993). Réponses aux questions parlementaires (classement thématique) (1944-1992). Dossiers spécifiques ou ponctuels (1968-1996).
- 2006168/1-26 Règlementation dans le domaine de la sécurité des transports de fonds et des établissements commerciaux et bancaires, lutte contre les vols et cambriolages (1948-1995).
- 2006214/1-18 Règlementations applicables aux gens du voyage et au commerce ambulancier, commission nationale consultative de la communauté tzigane en France, commission nationale consultative des gens du voyage (1898-2000). Expulsions locatives (1904-2000). Domiciliation des bateliers, dispositif dérogatoire à la fermeture dominicale des commerces, saisies mobilières (1947-1999).

Bureau des risques naturels et technologiques

- 19940191/1-11, 32-95, 111-120 Minutiers et registres courrier (1966-1989). Dossiers de projets d'inventions concernant la prévention et le traitement des

risques (1965-1982). Mer, pollution, échouage de l'Amoco-Cadiz, 1964-1992 ; prévention et réglementation, 1960-1986 ; plans et mesures, 1966-1992. Eau, inondation, pollution, barrage, 1967-1992 ; prévention et réglementation, 1976-1992 ; plans et mesures, 1961-1992. Risques technologiques (1976-1991). Plans spécifiques (1973-1993).

MINISTERE DE LA SANTE

Bureau de l'environnement sanitaire, de l'alimentation et de la toxicologie

- 19760153/1-95, 102-132, 143 Activités générales du bureau, participation au conseil national des services publics départementaux et communaux, 1948-1970. Secrétariat du conseil supérieur de l'hygiène publique en France, 1942-1971. Eaux potables, assainissement, hygiène des piscines, hygiène des baignades, révision du règlement sanitaire-type, hygiène alimentaire, hygiène industrielle, pollution et hygiène urbaine : réglementation et législation, travaux des instances consultatives et interministérielles, projets présentés ou contrôles effectués classés par département ou établissement, 1902-1972. Eaux potables, assainissement, contrôle de la pollution des zones de baignades en mer, hygiène alimentaire, agrément des laboratoires, projets par département, enquêtes ou dossiers généraux, 1901-1975. Législation française, 1962-1975. Conseil supérieur de l'hygiène publique, section alimentation et section habitation, 1936-1975. Lutte contre le bruit et travaux à haute température, 1956-1959.
- 19800296/1-5 Liquidation des dépenses de protection de la santé publique, 1955-1970. Bureaux municipaux d'hygiène, 1935-1977. Hygiène de l'habitation, 1964-1977. Lutte contre le bruit, 1955-1975.
- 19820279/1-2, 6-13 Textes, organisation et fonctionnement des bureaux d'hygiène, 1922-1939. Personnel des bureaux d'hygiène : commissions et dossiers individuels de carrière, 1872-1941. Bureaux municipaux d'hygiène, création, statistiques des effectifs réels, nominations d'inspecteurs et rapports annuels, 1902-1961.
- 19830056/1-5 Conseil supérieur d'hygiène publique de France, section de l'hygiène industrielle. Séances, comité consultatif des établissements classés,

modification de la loi du 19 décembre 1917 sur les établissements dangereux et Conseil National du Froid, 1947-1979.

19860161/1-8 Bureaux municipaux d'hygiène, organisation et fonctionnement (1945-1982). Hygiène de l'habitation, recours contre l'insalubrité (1973-1982). Textes relatifs à la protection de la nature (1973-1980). Parcs naturels nationaux, textes et dossiers de création (1963-1982). Parcs naturels régionaux, réglementation (1967-1980), séances de la commission interministérielle des parcs naturels régionaux (1973-1976), dossiers de création (1972-1980).

19880495/1-22 Secrétariat du conseil supérieur d'hygiène publique de France, section de l'hygiène alimentaire et de la nutrition. - Avis émis concernant l'utilisation de substances entrant dans la composition des denrées alimentaires ou des matériaux mis en contact avec celles-ci. Procès-verbaux de séance, projet de décrets et arrêtés, correspondance avec les services de répression des fraudes et du contrôle de la qualité du ministère de l'Agriculture, correspondance avec divers organismes, administrations ou industriels. Classement numérique, 1886-1979.

ARCHIVES DEPARTEMENTALES DU NORD

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT (DIREN)

2755 W 1-264 Gestion de l'eau et des milieux aquatiques. - Littoral, cours d'eau. (1967-2006).

2981 W 1-146 Direction. Secrétariat général. Aménagement durable, eau et milieux aquatiques, nature, sites et paysages (1976-2001).

2982 W 1-65 Surveillances des cours d'eau. – Limnigrammes (1917-2003).

3146 W 1-2 Rapports d'activité, publications du service et études reçues (faune, flore) (1986-2005).

DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT (DRIRE)

2747 W 1-123 Surveillance des carrières (1958-2006).

2772 W 1-64 Fonctionnement du service, direction, lutte contre la pollution. Installations classées. (1952-2010).

- 2774 W 1-18 Direction. Lutte contre la pollution. (1973-2007).
- 3035 W 1-120 Gestion des ressources souterraines. - Délégués mineurs, occupations de terrains, fin d'occupation minière, affaissements miniers, ressources fossiles, géothermie, suivi du projet Transmanche (1892-2007).
- 3135 W 1-14 Administration générale et environnement industriel. - Surveillance de la qualité de l'air, gestion de la pollution atmosphérique, plan de protection de l'atmosphère (PPA), suivi des secrétariats permanents pour la prévention des pollutions et des risques (1953-2009).
- 3142 W 1-28 Gestion de la ressource en eau. - Forages. Pollution. - Plan de gestion des déchets (1951-2002).

***DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DE L'HABITAT
(DREAL)***

- 3102 W 1-193 Unité territoriale du Littoral (Gravelines). Contrôle des Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). - Suivi des sites SEVESO et de tous les sites dans le périmètre du port de Dunkerque. (1953-2012).
- 3104 W 1-239 Unité territoriale du Littoral (Gravelines). Contrôle des Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). - Suivi des sites de chimie non Seveso, éoliennes, fonderies, transformations plastique ; compétence géographique : Dunkerque hors Port autonome. (1945-2010).
- 3138 W 1-197 Unité territoriale du Littoral (Gravelines). Contrôle des Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). - Suivi des carrières, entrepôts, textiles, sites halieutiques (1911-2010). Bureau des poids et mesures (1807-1972).

ARCHIVES DEPARTEMENTALES DU PAS-DE-CALAIS

Pour la période antérieure à 1964, on pourra également consulter le répertoire méthodique des versements de la première division, qui exerçait à cette période l'essentiel des compétences du bureau de la réglementation. Sont par ailleurs consultables les répertoires numériques détaillés de la série M ainsi que les répertoires numériques et méthodiques du

cabinet du préfet, des sous-préfectures (Boulogne-sur-Mer, Calais, Lens), de la mission économique et de la protection civile.

Est indiqué ci-dessous un état sommaire des versements complémentaires susceptibles d'être consultés en complément des répertoires existants et couvrant la même période (1964-1982).

SERVICE DES MINES

Sous-série 2 S (1753-1982). Voir le *répertoire numérique dactylographié*, établi par Thierry Heckmann, 1988.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI :

Services centraux

1300 W Statistiques et rapports (1949-1982). Enquêtes, procédures et accidents du travail (1952-1983). Maladies professionnelles (1950-1970). Infractions au code du travail : procès-verbaux (1950-1976). Conseil départemental d'hygiène (1963-1983). Hygiène et sécurité (1945-1982). Représentation des salariés et comités d'entreprise (1948-1975). Conflits du travail (1950-1981). Comités techniques régionaux (1970-1979). Conventions collectives (1950-1979). Services médicaux (1953-1979). Etats de visites (1981-1982). Salaires (1946-1982). Travail clandestin (1968-1982). Contrôle et emploi de substances dangereuses (1955-1981). Licenciements (1962-1982).

1423 W 7-12, 31-36, 39-43, 49, 54-74

Contrôle des entreprises (1979-1984). Sécurité pyrotechnique (1976-1983). Statistiques (1981-1983). Activités des services de médecine professionnelle (1976-1982). Travail clandestin (1980-1983). Conciliation et négociations collectives (1969-1979). Procès-verbaux des inspections (1977-1980). Bilan social (1981-1982). Dérogations (1979-1983). Documentation (1980-1983).

1563 W 178-191, 210-215, 265-268, 280

Accords d'entreprises (1936-n. d.). Fonds pour l'amélioration des conditions de travail, dossiers rejetés (1977-1980). Procès-verbaux d'inspection jugés (1981-1983). Rapports annuels (1981-1983).

1732 W 32-35 Procès-verbaux d'inspection (1981).

Inspection du travail section agricole

- 2741 W Drogations machines dangereuses (1978-2006).
- 2877 W 15-122 Dossiers de suivi d'entreprises dissoutes (1978-2006). Statistiques et rapports du service (1963-1999).

Inspection du travail d'Arras

- 2758 W, 2764-2765 W, 2973 W, 2998 W, 3056 W
Dossiers de suivi d'entreprises (1946-2011).

Inspection du travail de Boulogne-sur-Mer

- 2547 W Procès-verbaux d'infraction (1981-2000). Maladies professionnelles (1980-1988). Accidents du travail (1973-2001). Dossiers de suivi d'entreprises (1977-2001).
- 3074 W 42 Dossiers de suivi d'entreprises (1971-2008).

Inspection du travail de Calais

- 2774 W 8-137 Dossiers de suivi d'entreprises (1968-2005).
- 2822 W Dossiers de suivi d'entreprises (n. d.-2003). Procès-verbaux d'infraction (1977-1994).
- 3018 W 52 Société Bonduelle. – Inspection d'un centre d'hébergement collectif, travaux dans une usine, demande d'exploitation d'un bassin de stockage (1978-1998).

Inspection du travail de Lens

- 2997 W 3-18 Dossiers de suivi d'entreprises (1969-2006).

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES

- 1544 W 5-6, 10-12 Conseil départemental d'hygiène : procès-verbaux (1965-1974). Elevage, réglementation (1950-1982).
- 2303 W 1-175 Recensement général de l'agriculture, enquête (1979).
- 2602 W 4-9, 14, 16-18 Abattoirs et tueries particulières, autorisation et inspection des viandes (1906-1991).
- 2611 W 1-3 Rapports annuels d'activité des services vétérinaires du Pas-de-Calais (1960-1982).
- 2614 W 1-21 Inspection sanitaire des abattoirs, des tueries et des denrées alimentaires, consommation de la viande et autorisations d'ouverture d'établissements classés (1906-1977). Recensement des établissements soumis à

l'inspection sanitaire par commune, fiches de renseignements sur les tonnages ou nombres mensuels des produits soumis à l'inspection (1972).

AUTRES CENTRES D'ARCHIVES

ARCHIVES NATIONALES DU MONDE DU TRAVAIL

Les ANMT collectent des fonds produits par l'ensemble des acteurs du monde du travail. A ce titre, y sont conservés entre autres des fonds d'archives d'entreprises industrielles, mais également celles d'organismes professionnels, des syndicats patronaux et ouvriers et des associations créées dans le cadre de la vie professionnelle ainsi que des fonds d'acteurs du monde du travail (architectes, représentants du personnel, etc.).

On pourra se reporter à la brochure relative à la pollution et à l'environnement conservées aux Archives nationales du monde du travail réalisée par Gersende Piernas et mis à jour à 2011.

CENTRE HISTORIQUE MINIER DE LEWARDE

Y sont conservés les rapports annuels des ingénieurs en chef des services des mines pour un secteur incluant l'ensemble du département du Pas-de-Calais. Ces rapports couvrent à la fois les activités minières et les industries annexes (listes d'installations, bilans d'activités). On y trouve également des dossiers ayant trait à l'activité des compagnies minières : rapports, plans, guides, photographies, etc.

ARCHIVES COMMUNALES

L'exercice des pouvoirs de police par le maire au nom de l'Etat se traduit en matière réglementaire par la production de plusieurs séries de documents. Les documents produits au titre des compétences de police relèvent de la série I du cadre de classement des archives communales : police des marchés, forains et nomades, police générale, affaires judiciaires. Sont également rattachés à la série les dossiers ayant trait aux thématiques d'hygiène et salubrité : établissements incommodes, décharges, surveillance du bétail et de la viande.

Les principales sources d'informations sur ces thématiques sont les registres produits dans l'exercice de ces missions : registres d'arrêtés municipaux, enregistrement des visas de permis de chasse, règlements sanitaires communaux jusqu'à la loi du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets, information sur le contrôle des établissements classés en application de la loi du 19 juillet 1976.

Bibliographie

Agriculture

« Agriculture, industry and the environment ». Ed. by R. Swarup, S. N. Mishra, V. P. Jauhari. *Encyclopaedia of ecology, environment and pollution control*, tome 10. New Delhi : Mittal publ., 1992.

DELON René. *Le tabac dans le Sud-Ouest : histoire d'une culture et d'une économie*. Saint-Avertin : Sutton, 2014.

MARGETIC-LE MENE Christine. *Agro-industries et territoires : recherches en Nord-Pas - de-Calais*. Habilitation à diriger des recherches, Université d'Artois. 2003.

ROUDIE Philippe. *La France : agriculture, forêt, pêche depuis 1945*. 4e éd. Paris : Dalloz-Sirey, 1993.

Seeking a richer harvest [Texte imprimé] : the archaeology of subsistence, intensification, innovation, and change. Ed. Tina L. Thurston, Christopher T. Fisher. New York : Springer, 2007.

Armes et explosifs, chasse

BUIGNE Jean-Jacques. *La Réglementation des armes...* La Tour-du-Pin : Éditions du Portail, 1980.

CASANOVA Daniel. *Histoire du tir sportif : armes, clubs, fédérations*. Antony : ETAI, 2013.

CORVOL Andrée. *Histoire de la chasse*. [Paris] : Perrin, impr. 2010.

Matériels de guerre, armes et munitions : régime décret-loi du 18 avril 1939. Paris : Journaux officiels, 1985.

Colombophilie

DUBA Magali. *"Jouer à pigeon" dans la région Nord-Pas-de-Calais*. Mémoire en vue de l'obtention d'une maîtrise de géographie humaine, Université Paris-Sorbonne, UFR de géographie. 1998.

LEMPEREUR Françoise. *Les convoyeurs attendent : la colombophilie d'hier à aujourd'hui*. 2e éd. Tournai : Renaissance du livre, 1999.

Six-Kocialkowski Chantal. *Coulons et coulonneux : le "jeu de pigeon" dans le Nord/Pas-de-Calais*. Lewarde : Centre historique minier ; Béthune : Musée d'Ethnologie régionale, 1996.

Eau

GOUBERT Jean-Pierre. *La conquête de l'eau : l'avènement de la santé à l'âge industriel*. Paris : Hachette, 1986.

Environnement et pollution

BOULLET Daniel, « La politique de l'environnement industriel en France (1960-1990) : Pouvoirs publics et patronat face à une diversification des enjeux et des acteurs », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2012, vol. 113, « L'invention politique de l'environnement », p. 155-168.

Débordements industriels : environnement, territoire et conflit, XVIIIe-XXIe siècle. Dir. Thomas Le Roux ; Michel Letté. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2013.

« Les Installations classées pour la protection de l'environnement : de l'accident de la poudrerie de Grenelle au Grenelle de l'Environnement ». *Annales des Mines. Responsabilité et environnement*. 2011, vol. 2, n° 62.

Risques et prises de risques dans les sociétés industrielles. Dir. Denis Varaschin. Bruxelles : Peter Lang, 2007.

Les sources de l'histoire de l'environnement. Dir. Andrée Corvol. Paris : L'Harmattan, 2003.

Ministère de la Culture et de l'Environnement. Quinze années de mesure de la pollution atmosphérique de la région Nord-Pas-de-Calais. Douai : Service de l'industrie et des mines du Nord-Pas-de-Calais, 1977.

Ministère de l'environnement, Ministère de la santé, Ministère de l'agriculture, Direction de la prévention des pollutions et nuisances, Service des problèmes de l'eau. *Inventaire du degré de pollution des eaux superficielles : rivières et canaux : localisation des points de prélèvement : campagne 1981*. Neuilly-sur-Seine : Direction de la prévention des pollutions et nuisances. Service des problèmes de l'eau, 1982.

Tristes mines, impacts environnementaux et sanitaires de l'industrie extractive : actes du Colloque international Salsigne, la mine dort, la pollution veille, un siècle de nuisance et de litigiosité, Montpellier, 20-21 mars 2013 organisé par l'UMR 5815 Dynamiques du droit et l'École Sécurité environnement qualité. Dir. Hervé Pujol. Bordeaux : les Études hospitalières, 2014.

Industrie

COLOMBEL Yves, ODOUARD Albert. *La France : économie et espace*. Paris : Ellipses, 1993.

Logiques industrielles de reconversion et politiques de mobilisation : le bassin minier Nord-Pas-de-Calais. Ed. Bernard Convert ; Pierre Jakubowski ; Michel Pinet. Villeneuve d'Ascq : LARU-IDN, 1978.

OGE Frédéric. *Éléments pour servir à l'histoire et à la géographie industrielles de la région Nord-Pas-de-Calais : du début du XIXe siècle à nos jours*. Paris : PRODIG UMR 8586 CNRS, [2011].

Professions réglementées

Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie. *L'avenir du commerce non-sédentaire [Texte imprimé] : synthèse des journées d'étude des 22-23 janvier 1981*. Dir. Brigitte Allain. Paris : APCCI : CECOD, 1981.

Chambre de commerce et d'industrie de région (Aquitaine). *Le Commerçant non sédentaire*. [s. l.] : Chambres de commerce et d'industrie de l'Aquitaine : Syndicat des commerçants non sédentaires de l'Aquitaine, [1980].

ISSELE Lucien. *Le régime juridique, fiscal et social des représentants de commerce V.R.P. et agents commerciaux*. Paris : J. Delmas et Cie, 1964.

Police administrative

FITOUSSI Marcel. *L'affichage*. Paris : Presses universitaires de France, 1995.

La police administrative : actes du colloque organisé les 14 et 15 mars 2013 à la Faculté de droit de Nancy. Dir. Charles Vautrot-Schwarz. Paris : Presses universitaires de France, 2014.

WOLFF Nathalie. *La tranquillité publique et les polices administratives*. Thèse de doctorat en droit public, Université Paris 1-Panthéon Sorbonne. 2008.

Conditions d'accès et d'utilisation

Les règles de communicabilité du fonds sont celles des archives publiques définies aux articles L. 213-1 et L. 213-2 du Code du patrimoine.

Les versements sont accessibles de plein droit. Du fait des informations contenues dans les dossiers, certaines cotes sont toutefois concernées par le délai de 50 ans applicable aux documents traitant de la sécurité publique (notamment les rapports de police et des renseignements généraux) et de la vie privée (jugements et appréciations portant sur des personnes physiques identifiables, informations personnelles mentionnées dans les actes authentiques). Pour les dossiers liés à la réglementation économique, en particulier ceux des installations classées, le délai est de 25 ans (secret industriel et commercial).

Table des matières

Introduction	1
Provenance.....	1
Présentation du producteur	1
L'organisation des compétences liées à la réglementation au sein de la préfecture du Pas-de-Calais	1
Le fonctionnement du bureau de la réglementation dans son contexte historique	5
Typologie des documents et intérêt historique du fonds	11
Classement.....	13
Evaluations, tris et éliminations, sort final	13
Sources complémentaires	14
Bibliographie	25
Conditions d'accès et d'utilisation	27
Répertoire	30
Section de la police générale	30
Professions réglementées et assermentations	30
Etablissements recevant du public.....	32
Entreprises cinématographiques	32
Police administrative, municipale et rurale	33
Culture du tabac.....	35
Courses hippiques.....	36
Police de l'air.....	36
Police de la chasse et de la pêche	37
Affaires judiciaires	38
Police des débits de boisson	39
Police des jeux et casinos	39
Dépôts d'explosifs	41
Armes.....	46
Colombophilie	46
Autres compétences	47
Section des installations classées.....	48
Affaires générales	48

Autorisations et déclarations	50
Tueries particulières	63
Transport d'hydrocarbures	64
Elevages.....	64
Accidents industriels.....	65
Nuisances et pollutions.....	65

REPERTOIRE

Section de la police générale

Professions réglementées et assermentations

Exercice de la profession de marchand ambulant, contrôle : correspondance, extraits de casier judiciaire, arrêtés, registres. 1926-1978

Délivrance des autorisations d'exercer (1926-1964).

1 W 50289	1926-1927
1 W 50284	1953-1954
1 W 50290/1	1955-1957
1 W 50290/2	1958-1959
1 W 50288	1962-1964

Déclaration d'exercice (1952-1970).

1 W 65532	1952-1962
1 W 65506	1962-1970

1 W 65533 Remplacement des récépissés de commerçants ambulants par la carte de commerçant non sédentaire. – Demandes sans suite pour cause de décès, cessation d'activité ou changement d'adresse : récépissés, correspondance (1976-1977).

Marchands forains et nomades, contrôle. 1914-1979

Application de la loi du 16 juillet 1912 sur l'identité des forains : correspondance, certificats, carnets d'identité, procès-verbaux de gendarmerie, notices individuelles, photographies (1951-1963).

Les échanges concernent des délivrances de duplicata de carnets, la mise à jour de carnets, des notifications de défauts d'affiliation à la caisse de compensation d'allocations familiales de travailleurs indépendants, des demandes d'attestation d'inscription, demandes d'informations, de restitution de carnets saisis et des retraits de carnets forains. Les années sont celles d'instruction des dossiers mais certains contiennent des carnets antérieurs à ces dates.

1 W 50283/1	1951
1 W 50283/2	1952
1 W 50286/1	1952-1953
1 W 50286/2	1953-1954
1 W 50289	1955
1 W 50285/1	1956-1957
1 W 50285/2	1958-1959
1 W 50291	1960-1961
1 W 50287	1962-1963

Carnets d'identité périmés (1914-1972).

En l'absence de mode de classement identifiable, les carnets ont été reclassés par ordre alphabétique des noms. La série comprend à la fois des carnets de forains et de nomades. Elle est constituée en partie de carnets reçus par la préfecture de différents départements en application des circulaires AD70-3 et AD76-2 pour versement aux Archives départementales.

1 W 65512 Lettres A-DEC (1921-1972).

1 W 65513 Lettres DEL-JO (1914-1971).

1 W 65514 Lettres K-O (1928-1970).

1 W 65515 Lettres P-WIN (1920-1971).

1 W 65516 Lettres WIN-Z (1937-1970).

1 W 65578 Infractions pour défaut de carnet d'identité ou de livret de circulation, enquêtes : procès-verbaux de gendarmerie (1968-1979). Inscriptions de forains au registre du commerce, contrôle : correspondance, listes nominatives (1973). Presse foraine, information : coupures de presse (1973). Personnes sans domicile fixe de l'arrondissement d'Arras, recensement : liste (1973).

Contient des exemplaires de l'année 1973 du journal « Le commerce forain ».

1 W 25735/1-6 Représentants de commerce, autorisation. 1928-1964

1 W 25735/1-5 Demande, renouvellement et validation des cartes professionnelles : registres (1928-1964).

1 W 25735/1 1928-1935

1 W 25735/2 1936-1952

1 W 25735/3 1953-1958

1 W 25735/4 1959-1961

1 W 25735/5 1962-1964

1 W 25735/6 Compléments d'information : correspondance, rapports, carnets, cartes, photographies (1941-1950).

1 W 65582-65583 Gardes champêtres. 1928-1973

1 W 65583 Révocations et suspensions : arrêtés, délibérations, rapports, procès-verbaux, correspondance (1928-1973). Enregistrement : registres (1941-1942).

Données manquantes pour l'arrondissement d'Arras.

1 W 65582 Règlementation et information : correspondance (1942-1964).

1 W 32299-32300 Agents assermentés, agrément : correspondance. 1951-1964

1 W 32299 SNCF (1951-1963).

1 W 32300 EDF (1959-1964).

1 W 65617 Exercice de la coiffure, contrôle. – Attribution de la carte de professionnelle de coiffeur et organisation des épreuves de coiffeur : procès-verbaux de séance, correspondance. 1952-1963

- 1 W 65533 Photographes-filmeurs, déclaration : correspondance, récépissés, cartes.
1966-1971
- 1 W 56538 Brocanteurs, autorisation : correspondance, rapports, récépissés.
1968-1971

Etablissements recevant du public

- 1 W 65554 Sous commission départementale de sécurité, fonctionnement : procès-verbaux, correspondance, rapports, arrêtés.
1941-1969
- 1 W 56552 Activités des commissions locales de sécurité, information : carnet d'enregistrement des visites, correspondance, états des établissements visités, rapports, arrêtés.
1946-1964
- 1 W 65550/1-2 Commission de sécurité d'Arras. – Examen des dossiers : plans, devis, correspondance, permis de construire, rapport, procès-verbaux.
1950-1957
- 1 W 65550/1 Reconstruction et aménagement du Centre hospitalier d'Arras (1950-1957). Galeries modernes à Arras (1954-1965).
- 1 W 65550/2 Magasin Super service situé rue Gambetta à Arras (1957-1967).
- 1 W 32312/1-2 Etablissements recevant du public, recensement : correspondance, tableaux.
1952
- 1 W 32312/1 Arrondissement d'Arras.
- 1 W 32312/2 Arrondissements de Boulogne-sur-Mer, Montreuil-sur-Mer, Saint-Omer et Béthune.

Entreprises cinématographiques

- 1 W 65493-65499 Exploitation de cinéma, contrôle : correspondance, rapports. 1950-1985
Dossiers classés par ordre alphabétique des exploitants.
- 1 W 65493 Lettres A et B (1950-1985).
- 1 W 65494/1 Lettres C à DEL (1950-1981).
- 1 W 65494/2 Lettres DEM à DUY (1950-1981).
- 1 W 65495 Lettres E à K (1950-1978).
- 1 W 65496 Lettre L (1950-1981).
- 1 W 65497 Lettres M à O (1950-1979).
- 1 W 65498 Lettres P et Q (1950-1981).
- 1 W 65499 Lettres R à Z (1950-1981).

	Arrestations pour prostitution : procès-verbaux, certificats de bonnes mœurs (1947-1954).	1942-1954
	Contrôle des conditions de vente, réglementation.	1944-1968
	Vente, transport et embouteillage du lait : correspondance, arrêtés, rapports, coupures de presse, notes, plans (1944-1968).	
1 W 56536	Vente, transport et embouteillage (1952-1956).	
1 W 65625	Vente et transport de lait (1956-1960). Détermination des zones de ramassage de lait (1944-1959). Organisation de la vente du lait cru dans les communes de plus de 8000 habitants pour lutter contre la prophylaxie et la tuberculose bovine (1958). Demandes de renseignements au sujet de la vente du lait (1957-1968).	
1 W 65624	Vente des œufs de cane : arrêtés, correspondance (1963). Vente et livraison au détail de charbons pour foyers domestiques : arrêté (1955). Préparation et commercialisation de la viande hachée avant la vente : arrêté, rapport, correspondance (1961). Réglementation sanitaire de la vente de viande : arrêté, correspondance, coupure de presse, brochure (1956). <i>Contient une brochure éditée par la chambre d'agriculture sur le marché de la viande.</i>	
	Secours et sécurité des baignades, établissements de bain et de natation et encadrement du canotage, organisation : correspondance, arrêtés, circulaires, textes officiels, rapports, procès-verbaux de gendarmerie, états, listes.	1948-1970
1 W 65548	Réglementation, diffusion des textes nationaux et préparation des arrêtés préfectoraux (1948-1966).	
1 W 65549	Brevet de surveillant de baignade, organisation du jury (1952-1967). Contrôle des réglementations municipales (1958-1970). Rapport national sur la sécurité des mineurs en centres de vacances (1964). Police des engins nautiques (1954). Réglementation du camping (1950). Enquêtes sur des noyades accidentelles (1948-1970).	
1 W 65553	Respect de la réglementation dans les lieux de baignade, recensement des dispositifs et visites de contrôle (1950-1965). <i>Classement par arrondissement et commune.</i>	
1 W 65623	Installations d'ouvrages sur les rives et cours d'eaux non domaniaux, autorisation : arrêtés, correspondance, plans.	1964-1980
1 W 56563	Destruction des parasites animaux et végétaux des cultures, réglementation : correspondance, arrêtés, coupures de presse, communiqués de presse.	1964-1978
	Affichage et publicité. – Infractions à la réglementation, contrôle.	1968-1978

- 1 W 65565 Mises en demeure : correspondance (1968-1978). Avis sur les suites à donner aux procédures : correspondance (1968-1978). Réglementation applicable à l'affichage publicitaire, information : correspondance (1967-1977). Consultation de l'administration centrale pour avis : correspondance (1967-1975).
- 1 W 65626-65629 Enquêtes : procès-verbaux, affiches, photographies (1971-1979).
- 1 W 65626 1971-1973
- 1 W 65627 1974-1975
- 1 W 65628 1976-1977
- 1 W 65628/1 1976
- 1 W 65628/2 1977
- 1 W 65629 1978-1979
- 1 W 65655-65656 Hébergements collectifs, recensement : arrêtés, procès-verbaux, correspondance. 1973-1980
- 1 W 65655 Recensement des locaux existants dans chaque commune (1976-1980).
Les résultats du recensement étant négatifs, il a été procédé à une élimination des dossiers. Quelques spécimens ont été conservés à titre de témoins.
- 1 W 65656 Hébergements auprès des entreprises (1973-1980).

Culture du tabac

- Caisse d'assurance des planteurs de tabac, organisation et fonctionnement. 1933-1972
- 1 W 46051 Règlementation et organisation : arrêtés préfectoraux, arrêtés ministériels, correspondance (1933-1969).
- 1 W 46047 Gestion comptable : correspondance, textes officiels, comptes rendus de réunion, autorisations préfectorales, pièces comptables, arrêtés préfectoraux, rapports, bilans, états d'indemnisation, états nominatifs de sommes dues (1953-1972).
- 1 W 46049 Dédommagement de frais aux membres de la caisse d'assurance des planteurs de tabac : correspondance, états (1952-1955). Conseil d'administration, élection des membres : note, correspondance, procès-verbaux (1964-1970) ; réunions : procès-verbaux, documents de séance, correspondance (1963-1970).
- 1 W 46050 Lutte contre le mildiou et secours aux agriculteurs, réglementation et financement : correspondance, arrêtés, textes officiels, notes, coupures de presse, brochure, états (1960-1971). Règlement général pour la culture du tabac : arrêtés, textes officiels (1940-1967). 1940-1971
- 1 W 46049 Cas de contrebande de tabac, enquête : procès-verbaux de gendarmerie (1964). Fixation du prix du tabac : correspondance (1957). Nomination de directeurs de la culture et des magasins de tabac : correspondance (1952-1957). Aide aux planteurs : correspondance, coupures de presse

(1955-1957). Demande d'autorisation de culture adressée par la commune de Salperwick pour ses maraîchers : correspondance, délibérations (1955). 1952-1964

Déclaration et délivrance des permis de culture du tabac : listes nominatives. 1964-1968
Registre annuel classé par commune, d'Aire-sur-la-Lys à Wittes.

1 W 25736 1964
1 W 32313 1966-1967
1 W 32314 1968

1 W 65511 Lutte contre le mildiou du tabac, réglementation : arrêtés, correspondance, affiche. 1970-1975

Courses hippiques

Sociétés de courses de chevaux, contrôle. 1883-1960

1 W 25741 Création et statuts des sociétés : règlements, statuts, comptes rendus, acte de dissolution, correspondance, délibérations, rapports, textes officiels, certificats, procès-verbaux, arrêtés, programmes (1883-1948).

Société des courses de Boulogne-sur-Mer (1883-1947). Société des courses de Béthune (1904-1948). Société hippique d'Arras (1884-1932). Société hippique d'Arras (1900-1901). Société des courses de Calais (1892-1937). Société des courses du Touquet (1904-1932). Société hippique Audomontoise (1898-1903). Société des courses de Guînes (1892-1913). Société des courses de Berck-sur-Mer (1896-1904). Société des courses de Pont-sans-Pareil à Ardres (1892). Société des courses d'Arques (1893). Société hippique de Saint-Pol-sur-Ternoise (1924-1946). Sociétés des courses de Wimereux (1910).

1 W 25742 Financement des activités : correspondance, procès-verbaux, programmes (1947-1960).

1 W 65630 Organisation de courses et approbation des comptes de gestion, autorisation et contrôle : correspondance, arrêté. 1966-1978

Police de l'air

1 W 65504 Survol du territoire en avion et dirigeable, autorisation : correspondance. 1972-1979

1 W 65551 Accidents d'avions, enquêtes : procès-verbaux, correspondance, plans, photographies. 1960-1978

Police de la chasse et de la pêche

Police de la chasse

- 1 W 56567 Police de la chasse, réglementation : brochures, correspondance, affiches.
1898-1956
Comprend des brochures intitulées « La réglementation de la chasse », « La réglementation de la chasse dans le cadre départemental et communal » (1935), « Les corbeaux de France et la lutte contre les corbeaux nuisibles » (1932), Bulletin de la Société Protectrice des animaux (1898), « La chasse : réglementation de son organisation dans le Pas-de-Calais » (1935).
- 1 W 46059 Police de la chasse, documentation et réglementation : correspondance, arrêtés, textes officiels, brochures, affiches. 1927-1965
Contient des documents concernant la réglementation de la chasse en Seine Inférieure (1934) et dans l'Aube (1933), le classement du rat musqué parmi les animaux nuisibles (1938-1946), le classement du pigeon ramier parmi les animaux nuisibles (1936), la protection du héron cendré (1935) et la chasse en canot automobile sur le littoral (1927).
- 1 W 32321 Adjudication du droit de chasse dans les forêts domaniales : correspondance, rapports, avis, affiches circulaires, coupures de presse.
1947-1965
- 1 W 46036 Reprise de faisans et de perdrix à l'aide de mues, autorisation : correspondance, arrêtés. 1962-1963
- Plan de chasse et chasse au chevreuil, organisation : correspondance, arrêtés, formulaires, rapports, circulaires, comptes rendus de réunion. 1973-1978
- 1 W 56545 Campagne 1973-1974 (1973).
- 1 W 56540 Campagne 1974-1975 (1974).
- 1 W 56540/1 Demandes reçues (1974).
Classement par arrondissements et par zones cynégétiques.
- 1 W 56540/2 Attribution des plans de chasse et notifications aux intéressés (1974).
- 1 W 56544 Campagne 1975-1976 (1975).
- 1 W 56558 Campagne 1976-1977 (1976).
- 1 W 56535 Plan de chasse du chevreuil pour la campagne 1977-1978 (1977).
- 1 W 56534 Plan de chasse pour la campagne 1977-1978 (1977).

Permis de chasse

- 1 W 46058 Demandes de permis, instruction : rapports, correspondance, arrêtés.
1939-1950
- 1 W 46056-46057 Statistiques. 1945-1975
- 1 W 46056 1945-1968
- 1 W 46057 1968-1975

Délivrance de permis aux étrangers de l'arrondissement d'Arras. 1958-1974

Enquête : attestations d'assurance, certificats de bonne conduite (1958-1974).

1 W 25739 1958-1964

1 W 46054 1964-1969

1 W 46055 1970-1974

1 W 46055 Registre des permis délivrés (1969-1974).

1 W 46057 Diffusion de formulaires, contrôle : correspondance. 1970-1975

Organisation des examens. 1976-1977

Inscriptions : formulaires (1976-1977).

1 W 56541 1976

1 W 56570/1-3 1977

1 W 56570/1 Centre d'Arras.

1 W 56570/2 Centre de Montreuil-sur-Mer

1 W 56570/3 Centre de Saint-Pol-sur-Ternoise

1 W 56542 Justifications d'absences : correspondance (1977).

Police de la pêche

1 W 32321 Interdiction de la pêche fluviale : arrêtés, avis, circulaires, affiches, correspondance, rapports, tableaux. 1945-1965

1 W 32322 Police de la pêche, réglementation : correspondance, procès-verbaux, arrêtés. 1962-1965

Affaires judiciaires

1 W 65483/2 Commission de surveillance de la Maison d'arrêt d'Arras. – Nomination des membres : arrêtés, correspondance (1907-1969). Réunions : procès-verbaux, correspondance (1950-1969). 1907-1969

1 W 65560/1 Rôle des affaires de la cour d'assises du Pas-de-Calais : affiches, correspondance. 1944-1960

1 W 65483/1, 65484, 65560/1 Jurés membres de jurys criminels, nomination : correspondance, procès-verbaux. 1944-1978

1 W 65483/1, 65484 Tirage au sort des jurés pour la Cour d'assises de Saint-Omer (1950-1978).

1 W 65483/1 1950-1969
1 W 65484 1970-1978

- 1 W 65560/1 Nomination des membres de la Commission chargée de dresser la liste des jurés pour juger des faits de collaboration (1944-1948). Tirage au sort des jurés de la Cour de justice de Béthune et de la Chambre civile section d'Arras (1944-1946). Demandes de renseignements au sujet de personnes susceptibles d'assurer les fonctions de jurés à la Cour de justice d'Indochine (1946).
- 1 W 65560/2 Visites des détenus par des membres de leurs familles, autorisation : correspondance. 1947-1969

Police des débits de boisson

- 1 W 32344-32350 Fermetures administratives, contrôle : arrêtés, procès-verbaux, correspondance. 1913-1966
- 1 W 32344-32346 Arrondissement d'Arras (1958-1966).
1 W 32344 1958-1961
1 W 32345 1962-1964
1 W 32346 1964-1966
- 1 W 32347-32348 Arrondissement de Béthune (1960-1965).
1 W 32347 1960-1961
1 W 32348 1962-1965
- 1 W 32349 Arrondissement de Boulogne-sur-Mer (1945-1961). Arrondissement de Saint-Omer (1945-1961).
- 1 W 32350 Arrondissement de Montreuil (1913-1961).
- 1 W 32351 Ouverture nocturne des cafés routiers, autorisation : arrêtés, correspondance, rapports, plans, photographies. 1950-1964
- 1 W 65477-65479 Transfert touristique de débits de boissons, autorisation : correspondance, arrêtés, rapports, plans, carte postale. 1960-1973
1 W 65477 1960-1973
1 W 65478 1967-1971
1 W 65479 1973-1975

Police des jeux et casinos

- 1 W 65462/2 Casinos, autorisation et contrôle : correspondance, bilans, rapports, arrêtés, délibérations, plans, affiches, cartes postales. 1927-1968
Projet de création d'un casino à Sangatte (1927-1928). Projet de création d'un troisième casino au Touquet-Paris-Plage (1928-1929). Autorisation de jeux dans les casinos du département (1934-1939).

Autorisations de jeux hors casinos (1927-1947). Renseignements sur le personnel (1928-1939). Faillite du Kursaal, casino de Berck-Plage (1929-1930). Evaluation de l'effort artistique demandé aux casinos durant la saison estivale (1948-1968). Evaluation des recettes des fêtes de Pentecôte (1949).

Exclusion de jeux, notification : listes, rapports, correspondance, notes, procès-verbaux.
1937-1972

1 W 32325	1937-1960
1 W 32326	1960-1963
1 W 32327	1964-1966
1 W 65462/1	1967-1972

Statistiques d'activités. – Situation mensuelle des casinos : correspondance, états, certificats, texte officiel.
1939-1978

1 W 32323	1939-1962
1 W 65457	1966-1972
1 W 65461/1	1973-1978

Fonctionnement et activités des établissements, contrôle : correspondance, rapports, arrêtés, délibérations, procès-verbaux, affiches, plans, avenants.
1936-1978

Casino de Berck (1947-1973).

1 W 65457 Agréments pour le personnel et autorisations de jeux (1947-1973).

Casino de Boulogne-sur-Mer (1936-1977).

1 W 65458/2 Autorisations de jeux (1936-1977). Reconstruction du casino (1950). Exploitation du jeu de la roulette, refus (1952). Situation mensuelle (1949-1959). Exploitation d'une salle de cinéma (1971-1972). Prélèvement sur le produit des jeux (1958-1976). Affermage du casino (1937-1939). Transformation annuelle du théâtre municipal en casino (1951). Pourboires (1959). Décoration intérieure (1951). Tarifs des entrées (1948-1949). Affaire Amat, licenciement d'un employé (1951). Prélèvement sur le produit des jeux (1959-1970).

1 W 65458/1 Agrément pour le personnel (1959-1973). Extension de la période de jeux (1965-1966). Dérogation aux heures de fermeture (1952-1975).

1 W 65461/2 Avis d'ouverture et de fermeture (1974-1978).

Casino de Calais (1936-1972).

1 W 65460 Agréments pour le personnel et autorisations de jeux (1936-1972). Surveillance des jeux (1948-1958). Exclusion d'un joueur (1952). Personnel (1947-1957). Reconstruction (1957). Organisation de spectacles (1951). Droit d'entrée et accès aux jeux (1957-1951). Compte d'exploitation (1953).

Casinos du Touquet-Paris-Plage (1936-1979).

1 W 65456/1 Surveillance des jeux (1948-1961). Dérogation aux heures de fermeture (1947-1960).

- 1 W 65456/2 Autorisations de jeux (1936-1960). Agrément du personnel (1960-1976).
- 1 W 65459 Casino de la Forêt. – Agréments pour le personnel et autorisations de jeux (1960-1971). Dérogation aux heures de fermeture (1961-1969). Périodes d'ouverture (1957-1968). Vérification des fonds perçus (1958-1968). Contrôle de l'activité (1969). Révocation de jeux (1969-1970).
Contient une brochure des programmes du casino pour l'année 1969.
- 1 W 65461/2 Casinos de la Forêt et des Quatre saisons. – Dérogations pour les heures d'ouverture et de fermeture (1960-1978). Agréments pour le personnel et autorisations de jeux (1974-1978). Avis d'ouverture et de fermeture (1962-1979). Prélèvement sur le produit des jeux (1957-1970).
- 1 W 32324 Surveillance annuelle des activités par les Renseignements généraux, information : rapports des renseignements généraux, correspondance.
1950-1966
- 1 W 65461/1 Attribution et partage des pourboires au personnel, contrôle : correspondance, rapports, états (1956-1972). Prélèvement progressif sur le produit des jeux, contrôle : correspondance, procès-verbaux (1970-1977).
1956-1977

Explosifs

Réglementation et enquêtes : arrêtés, rapports, procès-verbaux, texte officiel, correspondance, affiches.
1919-1968

- 1 W 65467 Instructions (1919-1964). Recensement des dépôts d'explosifs (1953-1962). Mesures à prendre contre les vols (1961-1962). Transports d'explosifs par la Société anonyme d'explosifs et de produits chimiques de Billy-Berclau (1951-1962).
- 1 W 65469/2 Renseignements sur un gardien au chantier de Porcheville (1968). Renseignements sur la présence d'un dépôt d'explosifs sur la zone touristique du Bois des Clercs (1968). Reprise des explosifs détenus par un particulier (1968). Affaire Delaude, enfant de 11 ans blessé gravement suite à la découverte de détonateurs laissés sur un terriil par le service des travaux publics de l'État à Sailly-Labourse (1950-1961).

Création de dépôts d'explosifs, autorisation : arrêtés, correspondance, rapports, procès-verbaux, plans, certificats.
1926-1980

Dépôts d'explosifs fixes (1926-1980).

- 1 W 65463/1 Etablissements Michel Aubrun à Boulogne-sur-Mer (1950). Carrières du Mont-Lambert à Saint-Martin-Boulogne (1949-1960). Société Beghin Frères et compagnie à Loos-en-Gohelle (1952-1966). Entreprise Bocaert à Cucq-Stella-Plage (1957-1966). Cimenterie Portland Artificiel à Pont-à-Vendin (1951-1971).

Carrières de Bellefontaine à Mencas (1953-1954). Carrières Verwaerde à Vincly (1954-1956). Etablissements Paul Carton et compagnie à Camblain-Châtelain (1955-1961). Usine Céramiques de Beugin-La Comté à Beugin (1957-1965). Ciments de Dannes et Lavocat à Dannes (1957-1970). Ciments de Dannes à Hesdigneul-lès-Boulogne (1956).

- 1 W 65463/2 Société des ciments français à Desvres (1953-1971). Société des ciments Portland dite « La Desvroise » à Longfossé (1947-1963) et à Lumbres (1953-1955). Ciments Lavocat à Halinghen et à Nesle (1955-1957). Société Cossart et Caron à Calonne-Ricouart (1949-1968). Courtois frères, carrière de marne à Blessy (1957-1979). Darcq frères à Loos-en-Gohelle (1951-1974). Delcourt et fils à Ferques (1959-1962). Degroote frères à Ferques (1956-1957). Deneuille à Montreuil-sur-Mer (1950). Augustin Delavacquerie à Brias (1949). Abel Favière à Matringhem (1954-1960).
- 1 W 65464 Entreprise de génie civil et travaux publics à Beuvry (1954-1970). Entreprise Gagneraud père et fils à Recques-sur-Course (1949-1950). Entreprise Fougerolle à Boulogne-sur-Mer (1947-1956). Les Forages de l'Artois à Cauchy-à-la-Tour (1950-1973). Carrières de grès de Malfiance à Dennebroeucq (1949-1968). SARL Helfo à Hallines (1957-1970). Etablissements Jules Houssin et fils à Houlle (1956-1972). Société Hulster Faibie et compagnie à Dourges (195-1957). Carrières de sables Lalotte à Oisy-le-Verger (1951-1952). Etablissements Létendart-Farrands à Ferques (1953-1959). Exploitation de carrières Mancel-Chochois à Leulinghem (1955-1956). Entreprise générale de bâtiments Louis Martel, Robert Moleux et compagnie à Saint-Etienne-au-Mont (1947-1948). Carrière Martin à Matringhem (1938-1953). Société Jules Péguy et fils à Outreau (1952). Entreprise Peulabeuf et compagnie à Cucq et Etaples (1956-1961). Philippe Florentin à Wimereux (1947-1948).
- 1 W 65465 La Route Artésienne à Béthune (1945-1951). Entreprise Thelu à Calais (1945-1973). Entreprise Georges Tonetti à Wimereux (1947-1948). Union de remorquage et de sauvetage Towage & Salvage Union Limited à Boulogne-sur-Mer (1958). René Phillip à Nœux-les-Mines (1958-1960). Entreprise Bracq frères à Saint-Folquin (1958-1962). Schistes rouges à Auchel (1958-1968). Carrière et four à chaux Bartz-Van Bruaene à Bois-Bernard (1959-1971). Entreprise Crepel à Vendin-le-Vieil (1962-1968). Société Beaucourt et Marchand à Sains-en-Gohelle (1963). Entreprise Bernard Campenon à Arques (1962-1966). Entreprise de démolitions Penard à Wimereux (1961-1962). Direction Départementale des Postes à Boulogne-sur-Mer (1961-1965). Forages et sondages Lejeune à Etaples-sur-Mer (1959-1965). Nord Récupération à Audinghen (1960).
- 1 W 65466 Entreprise de bâtiment Rossi Angelo, autroisation d'un dépôt entreposé dans celui de la fosse 13 de Nœux-les-Mines (1963).

Société de construction des Batignolles à Ruyaulcourt (1963).
Société des ciments Origny-Desvroise à Lumbres (1964-1976).
Ciments de Marseille et d'Outre-Mer à Lottinghen (1958-1969).
Terres réfractaires du Boulonnais à Merles (1965-1968).
Etablissements Cartry et compagnie à Béthune (1967-1970).
Société Unitechnique à Croisilles (1967-1968). Etablissements
Hanute à Vincly (1969-1974). EDF-GDF à Arras (1971-1977).
Entreprise Quille au Portel (1972-1976). Entreprise Dufour à
Auchel (1973-1978). Entreprise Delporte à Lestrem (1975-1976).

Houillères du Bassin du Nord-Pas-de-Calais (1926-1980).

Groupe d'Auchel (1926-1961).

- 1 W 65568 Dépôts (1926-1961).
Cauchy-à-la-Tour (1926-1949). Calonne-Ricouart (1949-1959). Marles-les-Mines (1949-1956). Auchel (1951-1960). Divion (1951-1953). Auchel et Calonne-Ricouart (1960-1961).
- 1 W 65474 Certificats d'autorisation (1951-1961).

Groupe de Béthune (1948-1967).

- 1 W 65471 Dépôt 1 à Bully-les-Mines (1948-1950). Dépôt 2 à
Nœux-les-Mines (1954-1957). Certificats
d'autorisation d'exploiter (1952-1967).
Augmentation de capacité des dépôts de détonateurs
(1957).
- 1 W 65569/1 Dépôts 3-9 (1946-1959).
*Avion (1955-1959). Mazingarbe (1946-1954). Bully-
les-Mines (1948-1951). Sains-en-Gohelle (1948-
1958).*

1 W 65559 Groupe de Bruay-en-Artois (1948-1960).
Bruay-en-Artois. Haillicourt.

1 W 65559 Groupe de Douai (1946-1974).
Leforest (1946-1974). Courcelles-lès-Lens (1947).

Groupe d'Hénin-Liétard (1947-1973).

- 1 W 65474 Dépôts 1-6 (1947-1961).
*Estevelles. Fouquières-lès-Lens. Harnes. Hénin-
Liétard.*
- 1 W 65471 Dépôts 7-9 (1947-1955).
*Hénin-Liétard. Noyelles-Godault. Oignies. Rouvroy.
Méricourt-sous-Lens. Sallaumines.*
- 1 W 65559 Billy-Montigny, construction d'un dépôt de
détonateur aux magasins centraux (1959-1973).

Groupe de Lens-Liévin (1923-1959).

- 1 W 65470 Dépôts d'explosifs (1922-1948). Dépôts d'explosifs
et de détonateurs à Wingles (1923-1955).

- Transformation du dépôt de la fosse 14 à Lens (1958).
- 1 W 65569/2 Dépôts d'explosifs (1947-1959). Dépôts de détonateurs et locaux de distribution (1955-1959).
- 1 W 65472 Hulluch (1952-1954). Lens (1955-1962). Loos-en-Gohelle (1952-1959).
- 1 W 65475 Groupe d'Oignies (1924-1968).
Arques, Carvin, Dourges, Evin-Malmaison, Libercourt, Oignies.
- 1 W 65473 Houillères du Bassin du Nord-Pas-de-Calais, renouvellement des certificats d'autorisation d'exploiter du secteur Ouest (1946-1980).
Unité de production de Lens à Lens (1965-1977). Unité de production d'Ostricourt à Oignies (1971-1974). Unité de production de Courrières à Billy-Montigny (1946-1978). Dépôts du secteur Ouest (1979-1980).
- 1 W 65467 Dépôts d'explosifs mobiles (1956-1964).
Compagnie française de prospection sismique (1962-1963). Institut français du pétrole (1959-1962). Compagnie des pétroles du sud-est parisien (COPESEP, 1962-1963). Compagnie générale de géophysique (1956-1964). Compagnie de prospection géophysique française (1959-1962).
- 1 W 65476 Dépôts d'explosifs temporaires (1952-1970).
Société Leleu à Oignies (1969). Société CARDEM à Boulogne-sur-Mer (1961-1970). Entreprise Camblin à Arras (1967). Société SOMAFER à Calais (1968-1969). Ferrailles Landru à Verquigneul (1965-1967). Société d'études et d'entreprises de travaux sous-marins à Meurchin (1967). Société CARDEM à Calais (1965-1966). Entreprise de démolitions Bonandrini à Calais (1964-1965). Démolition Desaulty à Arras (1963-1965). Société Fracom à Oye-Plage (1952-1953). Etablissements Landru à Ablain-Saint-Nazaire (1961-1964). Carrières et fours à chaux Philipp à Ruitz (1963). Entreprise de travaux publics Przywara à Vendin-le-Vieil (1962-1963). Compagnie générale de géophysique à Hesdin (1962). Société de démolition et de récupération d'ouvrages de guerre à Saint-Martin-Boulogne (1958-1961). Société Millecan à Audresselles (1960-1961). Société Saunier-Duval à Sainte-Catherine-les-Arras (1958). Barde père et fils à Hesdin (1957). Etablissements Bonandrini frères à Wimille (1958). Société des dragages fluviaux à Mont-Bernanchon (1956). Etablissements Gérault à Orville (1967).

Réception et utilisation d'explosifs, autorisation : arrêtés, correspondance, plans. 1957-1967

- 1 W 65469/1 Entrepreneurs Guilbert à Bruay-en-Artois (1960). Démolitions et terrassements Poulain à Loison-sous-Lens (1959-1960). Démolitions, terrassements et transports Tourret à Boulogne-sur-Mer (1958-1960).

Etablissements Létendart à Calais (1969-1970). Entreprise de travaux publics Fougerolle à Boulogne-sur-Mer (1962-1964). Etablissements Bédrine à Calais (1959-1960). Entreprise générale de travaux publics et particuliers Herlem-Collet à Boulogne-sur-Mer (1958). Société métallique des mines (SOMEMI) à Haillicourt (1957). Société des entreprises Limousin à Isbergues (1957). Société d'entreprises de travaux électriques (SETEL) à Fouquières-lès-Lens (1960-1961). Terrassements, démolitions et transports Tourret-Orient à Sangatte (1961). Union de remorquage et de sauvetage à Boulogne-sur-Mer (1962). Société lensoise d'adduction d'eau Laigre et compagnie à Ferques (1962). Service Maritime des ports de Boulogne et Calais à Boulogne-sur-Mer (1962). Etablissements Quille à Beuvry (1962). Entreprise Caroni à Wardrecques (1962). Etablissements Gilson à Campagne-lès-Wardrecques (1959-1963). Débitant de poudres Dourlens à Fillièvres (1963-1964). Etablissements Marcq à Saint-Martin-Boulogne (1964).

1 W 65468 Société des entreprises de grands travaux hydrauliques pour le chantier du canal d'Aire (1966). Entreprise Dodin à Aire-sur-la-Lys (1964, 1966). Etablissements Messien et fils à Annequin (1965-1966). Entreprise Zublin-Perrière à Biache-Saint-Vaast (1965). Etablissements Caroni à Courrières (1964). Société Jean Constant et Douglas Elwood à Boulogne-sur-Mer (1963-1964). Etablissements Truchetet et Tansini à Corbehem (1967). Etablissements Léon Ballot à Vitry-en-Artois (1967). Société d'intervention et travaux immergés à Vitry-en-Artois, Brebières et Corbehem (1967). Entreprise générale de bâtiments et travaux publics sur la ligne de chemin de fer Desvres-Hesdigneul, km 103.073 (1966).

1 W 65454/1-2 Emploi d'explosifs pour les démolitions de siphons sur le canal d'Aire : plans, photographies ([vers 1966-1968]).

1 W 65454/1 Bordereaux 1 à 3.

Cartes des lieux. Descriptif des phases.

1 W 65454/2 Bordereau 4.

Projet d'implantations des explosifs.

1 W 65469/2 Utilisation et dépôts d'explosifs. - Demandes sans suite : correspondance, rapports, plans. 1964-1972

Etablissements Castelain à Ambleteuse (1970). Société d'Exploitation de matériel industriel et de travaux publics (SEMIP) à Calais (1972). Société Jean Bulté à Boulogne-sur-Mer (1968). Etablissements Caroni à Brebières (1969). Arthur et Paul Troyon à Meurchin (1967). Société des entreprises de grands travaux hydrauliques au canal d'Aire (1967). Entreprise Dodin à Aire-sur-la-Lys (1966). Entreprise Santerne à Rinxent (1965). Société de démolition et de récupération d'ouvrages de guerre à Audresselles (1964). Adolphe Coët à Pernes (1964). Société CARDEM à Arques (1967). Entreprise Chevalier à Rety (1966). Société anonyme d'explosifs et de produits chimiques à Flers (1964). Etablissements Pierre Gislou à Campagne-lès-Wardrecques (1969). ETRAPEC à Beuvry-les-Béthune (1971). Société Nord-France à Biache-Saint-Vaast (1972). CARDEM à Chocques (1971). Société Beghin à Esquerdes (1969).

Entreprise de puits et de forages Lecocq à Cauchy-à-la-Tour (1969).
Entreprise générale de bâtiments Gelmini à Sallaumines (1971).

Armes

- Acquisition et détention d'armes, autorisation : correspondance, rapports. 1960-1970
Dossiers rejetés (1960-1971).
1 W 32326 1960-1963
1 W 65489/1 1964-1971
1 W 65489/2 Accords (1959-1970).
- 1 W 65489/1 Détention illégale d'armes, enquêtes : procès-verbaux. 1969-1973
- Commerce des armes, contrôle : correspondance, notes, rapports. 1946-1960
1 W 46060 Armes de guerre et de chasse laissées par les Allemands après leur départ (1945-1946). Importation de fusils de chasse en Algérie, au Maroc et dans les territoires d'Outre-mer (1947-1959). Demandes de bons pour l'achat de fusils de chasse (1946-1947).
1 W 65489/2 Réglementation (1948-1951). Autorisations de commerce d'armes (1948-1958). Demandes de renseignements (1947-1960).
- 1 W 65643 Acquisition de munitions, autorisation : correspondance. 1967-1976

Colombophilie

- 1 W 32290 Retrait d'autorisations de détention de pigeons : rapports, procès verbaux, arrêtés, correspondance. 1946-1960
- 1 W 65503 Ouvertures de colombiers par des ressortissants polonais, autorisation : tableaux. 1946-1960
- 1 W 65534/2 Lâchers de pigeons voyageurs, autorisation et contrôle : correspondance, rapports, comptes rendus, récapitulés. 1946-1978
- 1 W 65534/1 Refus et retraits d'autorisation de colombiers : arrêtés, correspondance (1953, 1965-1969). Ressources colombophiles, recensement : tableaux, correspondance, affiche (1959-1960). Etats récapitulatifs des déclarations d'ouverture et de fermeture de colombiers, notification : listes nominatives (1968-1970). Prix du Conseil général octroyé suite au concours de Tours en 1968, financement : correspondance, tableaux (1969-1971). 1953-1971
Contient une brochure sur l'histoire du pigeon voyageur dans le département.
- 1 W 32288 Colombophilie, réglementation et contrôle : correspondance, règlements, arrêtés (1958-1965). Colombophiles ayant déménagé hors du Pas-de-Calais, enquête : rapports, correspondance, bordereaux d'envoi (1957-1964). Surveillance des lâchers de pigeons voyageurs, information :

- correspondance, rapports, permis de lâcher, procès-verbaux (1957-1963).
1957-1965
- 1 W 32289 Statistiques des déclarations concernant les colombiers, notification :
listes, correspondance, bordereaux d'envoi, tableaux. 1962-1966
- Ouvertures, transferts et fermetures de colombiers, déclaration : fiches individuelles.
1964-1979
- 1 W 32292 1964-1965
1 W 65579 1977-1979
- 1 W 65503 Ressources colombophiles, recensement : arrêtés, affiches, rapports,
correspondance, états. 1965-1971
- Infractions, enquêtes : procès-verbaux, rapports, correspondance. 1948-1979
- 1 W 32291 1948-1966
1 W 65535 1967-1973
1 W 65534/1 1974-1979

Autres compétences

- 1 W 65622 Foires et marchés, autorisation et contrôle. – Enquête auprès des
communes pour connaître la date, la périodicité et l'emplacement de ces
manifestations : correspondance (1960-1965). Déplacement du marché
aux bestiaux d'Arras : arrêté, délibérations, coupures de presse,
communiqué de presse, correspondance, rapports (1946-1957). Création
d'un marché à bestiaux à Saint-Pol-sur-Ternoise : délibération, plan,
correspondance, coupures de presse (1957). Approbation de la création
de marchés à bestiaux à Auchel, Arras, Théroouanne, Etaples, Saint-Omer,
Aire-sur-la-Lys : délibérations, correspondance (1946-1951). Création
d'un marché franc à Etaples : correspondance, arrêtés, délibérations,
rapports, plans (1947-1948). Création et gestion d'un marché de gros des
produits agricoles et alimentaires à Saint-Omer : correspondance,
instructions, rapport, coupures de presse (1960-1961). Conditions d'accès
des producteurs de fruits et légumes aux marchés de détail :
correspondance (1962). Création et gestion de marchés
d'approvisionnement : délibérations, arrêtés, instructions, circulaires,
rapports, correspondance (1854-1958). 1854-1965
- 1 W 65631 Brevets d'invention. – Réglementation : arrêtés, circulaires,
correspondance, guide du déposant (1903-1968). Demande de brevets :
correspondance (1959-1964). Notification de brevets aux intéressés :
correspondance (1960-1970). 1903-1970
- 1 W 44655-44657 Fabrication et vente d'eau minérale, de limonades et d'eau gazéifiée,
contrôle. 1915-1970
- 1 W 44655 Réglementation : textes officiels, circulaires, modèle d'arrêté
préfectoral (1922-1971).

- 1 W 44655-44657 Dossiers individuels d'autorisation : procès-verbaux, correspondance, arrêtés préfectoraux, comptes rendus de réunion, note, procès-verbaux de police, rapports, rapports d'analyse, étiquettes de bouteille (1914-1970).
- 1 W 44655 Fabrication (1920-1954).
- 1 W 44656-44657 Dépôt et vente (1914-1954).
- 1 W 44656 Arrondissement d'Arras (1920-1947). Arrondissement de Béthune (1914-1939).
- 1 W 44657 Arrondissement de Boulogne-sur-Mer (1915-1946). Arrondissement de Montreuil-sur-Mer (1917-1954). Arrondissement de Saint-Pol-sur-Ternoise (1922-1938). Arrondissement de Saint-Omer (1917-1949).
- 1 W 44657 1959-1970
- 1 W 56530 Galas de boxe, autorisation : correspondance, arrêtés. 1968-1972
- Commission du répertoire des métiers. – Immatriculations, radiations et transferts d'activité, examen : comptes-rendus de séance. 1972-1980
- 1 W 65611 1972-1976
- 1 W 65612 1977-1978
- 1 W 65615 1979-1980

Section des installations classées

Affaires générales

- Contrôle des établissements classés, organisation. 1920-1972
- 1 W 44651 Réorganisation de l'inspection des établissements classés par les inspecteurs du travail : correspondance (1955-1956). Catégories d'activités industrielles relevant de la compétence des services vétérinaires, recensement : tableaux (1944, n. d.). Organisation du service et nomination des inspecteurs : arrêtés préfectoraux, comptes rendus de réunion, correspondance, notes, rapports (1924-1967).
- Rémunération des inspecteurs des établissements classés : arrêtés préfectoraux, rapports, notes, tableaux, correspondance, états de frais, états des contrôles réalisés (1920-1967).
- 1 W 44663 1924-1927

1 W 44653 1920, 1925-1967

1 W 44627/1 Contrôle des établissements classés, réglementation et fonctionnement : formulaire, correspondance, procès-verbaux, note, texte officiel.

1962-1972

1 W 65429 Recensement des établissements classés : correspondance, tableaux (1962). Ouverture et de cessation d'activité, déclaration : correspondance, procès-verbaux (1969-1970).

1962-1970

Etablissements soumis à la taxe sur les établissements classés, recensement : correspondance, formulaires, listes, tableaux, mémoire.

1963-1971

Un recensement annuel est effectué pour la mise en recouvrement de la taxe instituée par l'ordonnance du 24 septembre 1958.

1 W 62100 Établissements classés de 3^e classe et établissements relevant des Houillères nationales (1963-1969).

Les établissements de 3e classe sont ceux soumis au contrôle des maires.

1 W 65428 États des établissements en activité (1968).

Classement par commune, d'Aubin-Saint-Vaast à Zutkerque.

1 W 44627/1 Demandes de renseignements du ministère pour l'actualisation des données (1968-1972).

Demandes de renseignement aux communes et aux établissements (1968-1973).

1 W 44627/2 1968-1972

1 W 55492 1972-1973

1 W 55520 1973

1 W 44645 Porcheries et élevage de volailles. - Autorisations visées par la direction départementale de l'agriculture, recensement : correspondance, listes nominatives.

1964-1968

Conseil départemental d'hygiène, réunions : procès-verbaux, correspondance, règlement sanitaire départemental.

1964-1976

1 W 55435 1964-1973

1 W 55514 1974-1976

1 W 55494 Autorisations de créations et d'extensions de lieu de stockage d'hydrocarbures liquides, recensement mensuel : correspondance, rapports.

1973-1977

1 W 65274-65275 Recensement par arrondissement des établissements classés disposant de réservoirs de liquides inflammables : correspondance.

1977

1 W 65274 Arrondissements d'Arras, Lens et Saint-Omer (1977).

Arrondissement d'Arras : Achiet-le-Petit, Arras, Athies, Aubigny-en-Artois, Aumerval, Avion, Bapaume, Bavincourt, Beauvoir-Wavans, Ecoust-saint-Mein, Frévent, Inchy-en-Artois, Izel-lès-

Équerchin, Monts-en-Ternois, Pernes-en-Artois, Ramecourt, Saint-Nicolas-lès-Arras, Souchez, Vitry-en-Artois, Wailly-les-Arras. Arrondissement de Lens : Annay-sous-Lens, Carvin, Fouquières-lès-Lens, Harnes, Hénin-Beaumont, Leforest, Lens, Pont-à-Vendin, Wingles. Arrondissement de Saint-Omer : Aire-sur-la-Lys, Ardres, Arques, Audruicq, Fauquembergues, Longuenesse, Louches, Lumbres, Mametz, Nortkerque, Oye-Plage, Recques-sur-Hem, Saint-Martin-au-Laërt, Setques, Tatinghem, Thiembronne, Wizernes.

- 1 W 65275 Arrondissements de Béthune, Boulogne-sur-Mer, Calais et Montreuil-sur-Mer (1977).
Arrondissement de Béthune : Allouagne, Amettes, Auchel, Auchy-au-Bois, Béthune, Bully-les-Mines, Cambrin, Cauchy-à-la-Tour Courrières, Divion, Gauchy-le-Gal, Haillicourt, Harnes, Labourse, Lapugnoy. Arrondissement de Boulogne-sur-Mer : Alincthun, Boulogne-sur-Mer, Isques, La-Capelle-les-Boulogne, Le Portel, Longfossé, Marquise, Outreau, Saint-Léonard, Saint-Etienne-au-Mont, Saint-Martin-Boulogne. Arrondissement de Calais : Calais, Coquelles, Guînes. Arrondissement de Montreuil-sur-Mer : Aubin-Saint-Vaast, Beaumerie, Beaurainville, Berck, Campagne-lès-Hesdin, Cormont, Ergny, Fruges, Hesdin, Preures, Saint-Josse-sur-Mer, Tortequesne, Zoteux.

Autorisations et déclarations

Autorisations accordées et contrôles

Implantations d'installations classées, autorisation et contrôle : correspondance, rapports, procès-verbaux, plans, pétitions, affiches, arrêtés, brochures, photographies, coupures de presse, délibérations. 1904-1970

Cet ensemble est constitué de dossiers d'installations classées isolés. Pour toute recherche, voir également la collection chronologique des dossiers d'arrêtés et récépissés.

- 1 W 44597 Société chimique De Laire à Calais, création et extension (1904-1912, 1965).
- 1 W 55429 Atelier de fabrication de benzol à Vendin-le-Vieil (1905). Tuerie de volailles à Graincourt-les-Havrincourt (1960-1965). Dépôt de matières de récupération à Saint-Martin-en-Laërt (1960-1961). Garage d'autobus à Liévin (1962). Usine d'engrais à Liévin (1932). Usine de fabrication de pneus à Essars-les-Béthune (1960). Atelier de galvanisation des métaux à Desvres (1957). Décharge d'ordures ménagères à Courrières (1960). Atelier de menuiserie mécanique à Fresnicourt-le-Dolmen (1961). Lavoir à charbon et dépôt de brai à Nœux-les-Mines (1960). Porcherie à Pas-en-Artois (1949). Fabrique d'agglomérés de liège à Lens (1930-1934). Saurisserie à Calais (1948-1956). Atelier de broyage et de mélange de céréales à Arras (1957).

- 1 W 55522 Société Calaisienne des pâtes à papier à Calais, création et extensions (1907-1928, 1961-1972).
- 1 W 55427 Dépôt d'alcool à Saint-Laurent-Blangy (1930-1951). Atelier de transformation de sacs en papier à Blendecques (1961). Dépôt de carburant à Liévin (1942-1951). Dépôt de chiffons et de vieux papiers à Calais (1953-1961). Dépôt d'acétylène et de combustible liquéfié à Outreau (1960-1961).
- 1 W 44609 Atelier d'hydrogénation des matières grasses à Saint-Laurent-Blangy (1944). Laiterie-beurrerie à Arras (1950). Fabrique d'essence d'Orient à Boulogne-sur-Mer (1956). Atelier de charge d'accumulateurs à Sains-en-Gohelle (1956-1957). Malterie à Aire-sur-la-Lys (1956-1957).
- 1 W 44649 Porcherie du Parc à Huby-Saint-Leu (1962). Saurisserie Blondel à Calais (1946-1965). Papeteries de Lumbres (1961). Dépôt de ferrailles et chiffons à Berck-sur-Mer (1962-1970). Porcherie Lauzy à Savy-Berlette (1969).
- 1 W 44633/2 Usines Kuhlman à Harnes, projets d'extensions successives et d'installations de sécurité : plans (1948-1967).
- 1 W 55416 Usine de production d'éthylène plastique de Mazingarbe, projet d'extensions (1952-1965).
- 1 W 55428 Pisciculture à Ouve-Wirquin (1959-1962). Pisciculture à Reclinghem (1956). Torréfaction de cafés à Coulomby-Arlette (1958). Atelier de galvanisation de bandes en acier à Desvres (1956-1957). Dépôt de gaz liquéfiés à Dainville (1958-1959).
- 1 W 44665 Usine Ethyl Synthèse-Ethylène Plastique à Mazingarbe (1963-1965). Elevage de visons à Permes-les-Boulogne (1962). Usine de fabrication de crayons Baignol et Farjon à Samer (1958-1961). Sucrierie d'Hesdin (1957-1961). Garage automobile Legrand à Arras (1963). Société Linez à Calais (1960-1961). Dépôt de vieux métaux en gare d'Avion (1961-1962).
- 1 W 44645 Installation de dépôts de gaz liquéfiés (1958-1962). Dépôt aérien de 35000 litres de fuel à Saint-Martin-les-Boulogne (1961). Travail des métaux Etablissements Meigneux à Boulogne (1960). Société SFERE à Nœux-les-Mines (1961). Dépôt GCL à Guarbecque (1962). Dépôt souterrain de carburant à Rouvroy (1961). Société Calaisienne des Moulures (1960). Tôlerie industrielle Etablissements Lambres Boitelle à Carvin (1960). Dépôt d'ordures ménagères à Saint-Laurent-Blangy (1961). Garage universel à Hénin-Liétard (1960). Garage Station Lens Auto (1962). Travail des métaux Atelier mécanique Stolz à Wailly-Beaucamp (1960).

- Abri pour poste de détente de l'acétylène à Billy-Montigny (1960).
- 1 W 44607 Régularisation de l'exploitation des installations du siège 10 du groupe d'Oignies par les Houillères nationales du Bassin du Nord et du Pas-de-Calais (1960-1961).
- 1 W 44633/1 Société Rosy à Ruitz : permis de construire (1964).
- 1 W 55523-55526 Société Courrières Kuhlmann, usine C d'Harnes.
 1 W 55525 Extension du bâtiment de synthèse NH₃ : plans (1948-1960).
Plans annexés à l'arrêté du 23 octobre 1962.
- 1 W 55524 Extension d'une distillation d'oxo : plans (1948-1966).
Pièces jointes aux lettres d'accord des 21 août 1965 et 21 mai 1970.
- 1 W 55523 Implantation et extension des réservoirs de stockage de la protection incendie : plans (1965).
Pièces jointes à l'arrêté du 4 avril 1969.
- 1 W 55526 Extension des réservoirs de stockage : plans (1958-1965).
Plans annexés aux arrêtés des 7 juin 1960, 24 et 30 janvier 1967, 24 août 1968.
- 1 W 55529 Usines Chimiques de Mazingarbe, nouvelle usine de fabrication d'ammoniac (1968).
Traitement du gaz de fours à coke, dépôt de 2000m³ de mixtures éthyléniques, atelier d'acide sulfurique, atelier de craking méthane et essence, atelier de compression d'air, dépôt d'ammoniac liquéfié, eau lourde atelier de compression, eau lourde stockage de potassium.
- 1W 44616 Usine d'incinération des ordures ménagères du District urbain de l'agglomération d'Hénin-Beaumont-Carvin (1970-1972).
- 1 W 65440 Transports Citernord à Libercourt (1970).
- 1 W 65441 Compagnie Générale de Chauffe, dépôts de liquides inflammables à la résidence Saint-Aubin, à la cité des Hochettes et à la cité de la république à Arras (1970-1971).
- 1 W 44638/1-2 Affaire Someva. – Projet d'installation d'un atelier de concassage et de criblage de schiste rouge au terril de la fosse 10 à la limite de Billy-Berclau et Rouvroy-sous-Lens, contestation : correspondance (1971).
Lettres reçues dans le cadre de l'enquête de commodo et incommodo. Aucun mode de classement apparent.
- 1 W 44638/1 Première partie.
- 1 W 44638/1 Deuxième partie.
- 1 W 44617 Contestation d'un projet d'un super-bouage au Touquet : correspondance (1972).
Les lettres reçues par la préfecture présentent toutes le même texte.

- 1 W 44648 Société coopérative de traitement des produits de la pêche à Le Portel, contestation du projet d'installation d'une unité enzymatique de déchets de poissons : correspondance (1972).
Formulaires types d'opposition au projet.
- 1 W 44643 Usine de la Société Béghin à Corbehem, projet d'installation d'un chauffage auxiliaire (1972).
- 1 W 44628/1-2 Protestations contre le projet d'usine d'incinération à Saint-Laurent Blangy : correspondance (1974).
Formulaires types d'opposition au projet partiellement non datés.
- 1 W 44628/1 Première partie.
- 1 W 44628/2 Deuxième partie.
- 1 W 44658 Captage d'eau potable de la Houlle, gestion des boues d'épuration (1975).
- 1 W 55518 Atelier polyvalent de chimie organique à Loison-sous-Lens (1976).
- 1 W 55519 Société BSN Emballage à Wingles, exploitation d'un four de verre d'emballage (1976).
- 1 W 55504 Centre d'entretien de Béthune sur l'autoroute A 26 (1977).
- 1 W 55515 Dépôt de déchets dans la décharge de Menneville par la société France-déchets (1978).

Utilisation de substances radioactives, autorisation et contrôle : correspondance, rapports, procès-verbaux, plans, arrêtés (1951-1967).

- 1 W 44669 Société d'exploitation d'usines métallurgiques à Corbehem (1960). Société de construction de tuyauteries à Arras (1951-1962). SARL Leleu et fils à Lestrem (1961). Etablissements Avot-Vallée à Blendecques (1961-1962). Cartonneries de Gondardennes à Wardrecques (1960). Papeteries de Ruyscher à Maresquel (1960). Houillères nationales à Violaines (1958-1961). Usines chimiques des Houillères nationales à Mazingarbe (1961-1964). Cartonneries et papeteries de l'Hermitage à Blendecques (1960). Aciéries de Paris et d'Outreau à Outreau (1960). Société Béghin à Corbehem (1960-1961). Papeteries de Lumbres (1961). Société « Les câbles de Lyon » à Calais (1961). Firestone France à Béthune (1962). Compagnie des forges de Châtillon, Commentry et Neuves-Maisons à Isbergues (1963). Papeteries de l'Aa à Wizernes (1960). Société Premines à Corbehem (1962).
- 1 W 55445 Sources scellées radioactives (1963-1965). Houillères du groupe d'Hénin-Liétard à Billy-Montigny (1961-1962). Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais à Mazingarbe (1967). Société Penarroya à Noyelles-Godault (1962). Fonderies de Biache-Saint-Vaast (1961). Courrières Kuhlmann à Harnes (1962). Béghin à Corbehem (1962).
- 1 W 65351 Contrôles (1966-1971). Déclarations (1967-1969).

Collection chronologique de rapports de contrôle et de déclarations.

Société des ciments français à Barlin. Norsyntex à Saint-Laurent-Blangy. Socaltra à Arras. Société d'exploitation d'usines métallurgiques (SEUM) à Corbehem. Penarroya à Noyelles-Godault. Willynck, chaudronnerie, à Corbehem. Société chimique des Charbonnages, usines de Drocourt et Mazingarbe. Société F. Beghin, usines de Corbehem. Cartonneries de Gondardennes à Wardrecques. Sucrerie distillerie de Lillers. Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais, usine d'Haillicourt, lavoir de Mazingarbe, usine de Billy-Montigny et travaux du fonds du groupe de Lens-Liévin. Etablissements Leleu et fils à Lafosse-Lestrem. Etablissements Firestone-France, usine de Béthune. Société Huiles-goudrons-dérivés à Vendin-le-Vieil. Société Premines à Corbehem. Les câbles de Lyon-Alsacienne à Calais. Papèteries de Lumbres. Société des ciments Portland à Lumbres. Aciéries de Paris et d'Outreau à Outreau. Forges de Châtillon-Commentry, usines d'Isbergues et Biache-Saint-Vaast. Société Ethylène-plastique à Mazingarbe. Etablissements Roquette frères à Lestrem. Ciments Gambier à Pont-à-Vendin. Papèteries de l'Aa à Wizernes. Etablissements Avot-Vallée, papèterie à Blendecques. Papèteries de Ruyscher à Maresquel. Société lyonnaise de produits benzoïques, usine de Loison-sous-Lens. Sucrerie de Pont d'Ardres à Ardres. Papèteries Boucher S. A. à Calais. Etablissements Fenet, usine d'Ouve-Wirquin.

1 W 65352

Société des papèteries de France, cartonneries de l'Hermitage (1966-1970). Société de produits chimiques Courrières-Kuhlmann, usine d'Harnes (1965-1970). Ciments Cambier à Pont-à-Vendin (1968-1970). Etablissements Roquette frères à Lestrem (1969-1970). Société chimique des charbonnages, usine chimique de Mazingarbe (1967-1970). Cimenterie de Biache-Saint-Vaast (1967-1970). Société des verres de sécurité Jacques Durand et compagnie à Arques (1969-1970). Usines métallurgiques de Marquise, établissement de Rinxent (1967-1970).

1 W 65353

*Notification d'autorisations et cessations d'activité (1970-1975).
Collection chronologique de doubles des notifications aux mairies des décisions accordées par la commission interministérielle des radio-éléments artificiels. Sont parfois joints aux courriers des copies des déclarations et des plans d'installations.*

Stockage et utilisation de produits pétroliers de deuxième catégorie chez des particuliers, déclarations : correspondance, plans. 1969-1980

1 W 55500	1969-1975
1 W 55501	1976-1977
1 W 55502	1976
1 W 55503	1978
1 W 65328	1979-1980

Exécution des mesures de mise en conformité et cessations d'activités suite à une inspection, contrôle : correspondance, plans, rapports, arrêtés préfectoraux, procès-verbaux de notification.

1968-1980

1 W 55521

Laverie à Harnes (1973-1974). Société artésienne de constructions mécaniques, installation de combustion et stockage de liquides inflammables à Bienvillers-au-Bois (1973-1974). Exploitation d'un dépôt de gaz combustible liquéfié à Noeux-les-Mines (1974). Groupement d'intérêt économique Caroni-Ferret Savinet, dépôt aérien de gasoil à Harnes (1974). Société anonyme française Esso, exploitation d'un stockage de liquides inflammables à Lens (1973-1974). Société européenne de produits pour apéritifs, exploitation d'une usine de fabrication de produits (1973-1974). Société anonyme Thiéry-Renard Services, exploitation de laveries à Billy-Montigny, Sallaumines et Fouquières-lès-Lens (1973-1974). Dépôt souterrain de liquides inflammables à Beuvry (1973-1974). Laverie et atelier de nettoyage à sec à Lens (1973-1974). Etablissements Emile Wantiez à Lens, exploitation d'un garage et dépôt de liquides inflammables (1974). Etablissements Defasque, revendeurs d'électroménager à Liévin (1973-1974). Etablissements Charles Foulon, établissement de vente de véhicules et station service, exploitation d'un dépôt de liquides inflammables à Haillicourt (1973-1974). Atelier de nettoyage à sec à Bruay-en-Artois (1973-1974). Société Leclercq et compagnie, entreprise du bâtiment, exploitation d'un dépôt de liquides inflammables à Rouvroy (1973-1974). Atelier de travail du bois à Vitry-en-Artois (1973-1974). Dépôt d'ordures ménagères à Bertincourt (1973-1974). Quincaillerie Lefebvre à Lens, plainte contre son dépôt de butane et propane (1972-1973). District urbain de la région audomaroise, exploitation d'un dépôt d'ordures ménagères à Arques (1973). Laverie Jean Hud'homme lavomatique rue François-Gauthier à Lens (1973-1974). Laverie du Centre commercial Grande-Résidence à Lens (1973). Société des Laminoirs, Tréfileries, Câbleries de Lens, exploitation d'un dépôt de gaz combustible liquéfié à Sallaumines (1973). Négoce en combustibles route de Loison à Lens, exploitation d'un dépôt de charbon (1973). Société Monsanto, usine de Wingles, stockage d'alpha-méthylstyrène (1973). Atelier de travail du bois à Divion (1973). Supermarché sis rue Charles Debarges à Harnes, exploitation de deux dépôts souterrains de liquides inflammables (1973). Dépôt de liquides inflammables à Loos-en-Gohelle (1973). Société Anonyme Les docks du Nord, exploitation d'un dépôt de liquides inflammables à Sallaumines (1973). Dépôt de liquides inflammables rue Anatole France à Cuinchy (1973). Dépôt de gaz combustible liquéfié à l'abattoir de Barlin (1973). Société Ugine Kuhlmann, atelier de fabrication d'oxydes d'alkylènes à l'usine de Chocques (1973). Dépôt de gaz combustible liquéfié à l'abattoir municipal de Wingles (1973). Dépôt souterrain de liquide inflammable chez un particulier, Grand Rue à Harnes (1973). Réservoir aérien de combustible au café-brasserie « Le Floride » à Lens (1973). Société Pierrefitte-Auby, fabrication d'amines grasses

à Feuchy-lès-Arras (1973). Dépôt de gaz combustible liquéfié dans une boucherie à Pont-à-Vendin (1973). Société Shell française, dépôt de liquides inflammables route de Béthune à Loos-en-Gohelle (1973). Garage de véhicules automobiles rue Lamartine à Mazingarbe (1973). Groupe scolaire Voltaire à Lens, dépôt souterrain de liquide inflammable (1973). Centre commercial Lens 2 à Vendin-le-Vieil, stockage de liquides inflammables par la société SECCCI (1973). Dépôt souterrain de liquide inflammable à Pont-à-Vendin, rue Delecroix (1973). Société les Transports en commun lensois, dépôt souterrain de gasoil à Lens, rue du Marais (1973). Société Erge Spirale, deux dépôts de liquide inflammable à Wingles (1973). Société Samu-Auchan, exploitation d'un stockage de liquides inflammables à Noyelles-Godault, zone industrielle Auchan (1973). Dépôt de gaz combustible liquéfié à Houdain, rue Salengro (1973). Dépôt de gaz combustible liquéfié à Haisnes-les-Bassée, place de la Mairie (1972). Dépôt de gaz combustible liquéfié à Billy-Montigny, rue Nationale (1971-1972). Dépôt de liquides inflammables à Vermelles, place de la République (1971). Société Pierrefitte-Auby, stockage de chlorure de méthyle et fabrication de sels d'ammonium quaternaires à Saint-Laurent-Blangy (1972). Dépôt de 950 kg de gaz combustible liquéfié à Wingles, rue Lamendin (1972). Etablissements J. Van den Weghe, dépôt de gaz combustible liquéfié à Sallaumines (1971-1972). Ciment Portland artificiel, installation de combustion de fuel à Pont-à-Vendin (1972). Hostellerie « Le Régent », dépôt de gaz combustible liquéfié à Saint-Nicolas-les-Arras (1971-1972). Dépôt de gaz combustible liquéfié à Billy-Montigny, rue Sadi Carnot (1971-1972). Dépôt de gaz combustible liquéfié à Sallaumines, rue Séverine. Dépôt de gaz combustible liquéfié à Noyelles-sous-Lens, rue de Courtaigne (1971-1972). Restaurant Saint-Hubert, dépôt de gaz combustible liquéfié à Acq (1971-1972). Coopérative du personnel des groupes de Lens et d'Oignies des Houillères nationales, dépôt de gaz combustible liquéfié à Lens (1971-1972). Société Trans-Béton, dépôt de gaz combustible liquéfié à Achicourt (1971-1972). Restaurant de la Rocade à Noyelles-sous-Lens, dépôt de gaz combustible liquéfié (1971-1972). Abattoir de Lens, dépôt de gaz combustible liquéfié (1972-1973). Dépôt aérien de gaz combustible liquéfié à Loison-sous-Lens, rue de Noyelles (1972). Dépôts de ferais à Beuvry (1973). Société La Ruche picarde, dépôts souterrains de liquides inflammables à Lens (1973). Atelier de travail du bois à Auchy-les-Mines (1973). Dépôt de gaz combustible liquéfié à Courcelles-lès-Lens, rue des Fusillés (1973). Société Reinstahl-Hanomag, garage avec dépôt de liquides inflammables à Dainville (1973). Dépôt de fuel-oil domestique à Noeux-les-Mines, rue Nationale (1973). Société Antar Pétroles de l'Atlantique, Relais Lensois rue de Lille et rue Dolet à Lens, stockages souterrains de liquides inflammables (1973). Etablissements Watel-Quinchon, dépôts aériens de fuel-oil domestique à Lillers (1972-1973). Restaurant sis rue des Poilus à Courcelles-les-Lens, dépôt de gaz combustible liquéfié (1973).

Bar-restaurant de l'aérodrome de Lens à Bénifontaine, dépôt de gaz combustible liquéfié (1968-1973). Etablissements Tavernier, usine de travail du cuir de Blendecques, exploitation d'une installation de combustion (1972-1973). Société des produits chimiques Courrières-Kuhlmann, stockage mixte d'hydrocarbures à Harnes (1972-1973). Dépôt de ferrailles à Liévin (1972-1973). Atelier de fabrication de cercueils à Frévent (1972-1973). Société Socaltra, dépôts de gaz combustibles liquéfiés à Arras (1972-1973). Société Huiles, goudrons et dérivés, dépôt aérien de gaz combustibles liquéfiés à Loison-sous-Lens (1972-1973). Les Matériaux enrobés du Nord, dépôt de gaz combustible liquéfié à Annay-sous-Lens (1972). Abattoir municipal de Bully-les-Mines, dépôt de gaz combustible liquéfié (1972). Dépôt de gaz combustible à Wingles, rue Jules-Guesde (1972). Etablissements Lefebvre, dépôt de gaz combustible liquéfié à Lens (1971-1973). Laverie et atelier de nettoyage à sec à Courrières (1972). Société Binco, dépôt d'acétylène dissous à Bully-les-Mines (1972). Société anonyme Pierrefitte-Auby, atelier de fabrication de nitriles à Feuchy (1972). La Voix du Nord, dépôt de fuel à Liévin (1972). Ciment Portland artificiel, dépôt de gaz combustible liquéfié à Vendin-le-Vieil (1972). Réservoir de gaz combustible liquéfié dans une boucherie à Loison-sous-Lens (1971-1972). Etablissements Godefroy, dépôt de gaz combustible liquéfié à Ecurie (1971-1972). Dépôt de gaz combustible liquéfié à Meurchin, rue Salengro (1972). Etablissements O. K. E., dépôt de gaz combustible liquéfié à Loison-sous-Lens (1971-1972).

1 W 65329

Dépôt souterrain de liquides inflammables à Billy-Montigny (1973). Dépôt de gaz combustible à Wingles (1972). Dépôt souterrain de liquides inflammables à Loison-sous-Lens (1972). Dépôt souterrain de liquides inflammables à Blendecques (1974). Laverie à Arras (1974). Dépôt souterrain de liquides inflammables à Meurchin (1974). Fabrication de charpentes métalliques à Harnes (1974). Dépôt de gaz combustible à Vimy (1973-1975). Dépôt de liquides inflammables à Robecq (1974). Dépôt de gaz combustible à Saint-Martin-au-Laert (1974). Dépôt de gaz combustible à Liévin (1974). Dépôt de gaz combustible à Arques (1975). Atelier de travail du bois à Billy-Montigny (1974-1975). Dépôt de liquides inflammables à Hallicourt (1974-1975). Dépôt d'hydrocarbures centre commercial Radar à Saint-Laurent (1975). Atelier de constructions métalliques à Lens (1974-1976). Dépôt de fuel domestique à Loos-en-Gohelle (1974-1975). Atelier de nettoyage à sec à Lens (1973-1974). Décharge à Beaulencourt (1978). Dépôt de ferrailles à Savy-Berlette (1977-1978). Huiles Goudrons et dérivés à Loison-sous-Lens (1976). Dépôt de liquides inflammables à Cambrin (1973-1974). Atelier du travail du bois à Saint-Omer (1975). Dépôt de liquides inflammables à Lens (1973-1975). Helic à Rouvroy (1978). Ripolin Georget Freitag à Ruitz (1976). Les Matériaux enrobés du Nord à Annay-sous-Lens (1974-1975). Fuel Artois à Avion (1974-1975). Dépôt de liquides inflammables à

Saint-Martin-au-Laert (1974). Société d'Intérêt Collectif Agricole Flandres Artois Picardie à Boiry-Sainte-Rictrude (1978). Dépôt d'ordures ménagères à Auxi-le-Château (1973-1974). Bennes Delmotte à Hernies (1977). Dépôt d'ordures ménagères à Houlle (1972-1973). Dépôt de liquides inflammables à Liévin (1973). Atelier de menuiserie à Camblain-Châtelain (1976). Société d'Intérêt Collectif Agricole Flandres Artois Picardie à Courrières (1977). Dupuis-Kétin à Dainville (1977). Darcq Frères à Loos-en-Gohelle (1976). Atelier de travail du bois à Hesdigneul-lès-Béthune (1976). Démolition de véhicules automobiles à Saint-Martin-Boulogne (1976). Atelier de travail du bois à Lens (1975). Garage à Longuenesse (1975). Dépôt de fuel domestique à Loison-sous-Lens (1975). Dépôt d'ordures ménagères à Lapugnoy (1975). Terril de la fosse 3 à Nœux-les-Mines (1978).

1 W 65327

Huiles Goudrons et Dérivés à Loison-sous-Lens (1974-1976). Société STRAP à Condette (1976). Atelier de menuiserie à Bouvigny-Boyeffles (1975-1976). Compagnie Générale de Constructions Téléphoniques à Saint-Léonard (1979-1980). Beghin Say à Corbehem (1976). Ateliers de chaudronnerie à Marquise (1976). Baignol & Farjon à Boulogne-sur-Mer (1976). Etablissements Venière et Cie (1976). Société Lyonnaise des eaux à Moule (1976). Courrières-Kuhlmann à Harnes (1976-1977). Dépôt de pulpes à Lozinghem (1979-1980). Société Huiles, Goudrons et Dérivés à Vendin-le-Vieil (1972-1973). Société chimique des Charbonnages à Drocourt (1975). Etablissements Thilliez à Avesnes-le-Comte (1973-1974). Dépôt de gaz combustibles à Houlle (1974). Dépôt de gaz combustibles à Cuinchy (1974-1975). Atelier de travail du bois à Beaurains (1975). Société Galvartois à Hénin-Beaumont (1975). Atelier de menuiserie à Harnes (1975). Transports Moreau à Fouquières-lès-Lens (1975). Entrepôt de droguerie à Arras (1974-1975). Constructions métalliques Jacquemart à Annay-sous-Lens (1974). Etablissements Avot-Vallée à Blendecques (1974-1975). Dépôt de liquides inflammables à Saint-Omer (1975). Société Monsanto à Wingles (1974). Torréfacteur à Vendin-le-Vieil (1975). Laminoirs Tréfileries Cableries de Lens à Sallaumines (1974). Laminoirs Tréfileries Cableries de Lens à Loison-sous-Lens (1974). Dépôt de gaz combustible à Saint-Omer (1974). Dépôt d'ordures ménagères à Vimy (1974). Atelier de travail du bois à Saint-Martin-au-Laert (1974). Interfuel à Arras (1974). Solainor à Verquin (1974). Dépôt de liquides inflammables à Meurchin (1974). Salmon à Saily-sur-la-Lys (1974). Atelier de travail du bois à Loos-en-Gohelle (1974). Sabla à Saint-Omer (1974). Stockage d'acide à Arques (1974). Laminoirs Tréfileries Câbleries de Lens à Lens et à Loison-sous-Lens (1975). Papeterie à Arques (1975). Etablissements Chapnor à Arques (1975). Dépôt de liquides inflammables à Harnes (1975). Rhône Poulenc Textile à Saint-Laurent-Blangy (1977). Décharge de Fauquembergues (1979). Société CECA à Feuchy (1975-1976). Cimenterie à Biache-Saint-Vaast (1975). Papeteries et cartonneries

de Lumbres (1974-1975). Société artésienne de travaux et canalisations à Gonnehem (1975). Dépôt de gaz combustible à Saint-Omer (1974-1975). Décharge d'ordures ménagères à Orville (1978-1980). Porcherie à Crecques (1980). Société Portex à Berck-sur-Mer (1979-1980). Société STRAP à Condette (1978-1980).

Dépôts de liquides inflammables. – Recensement et renouvellement d'épreuve :
correspondance, procès-verbaux, plans. 1976-1977

Classement par arrondissement et par commune.

Arrondissement d'Arras.

- | | |
|-----------|--|
| 1 W 65416 | Ablain-Saint-Nazaire à Boyaval. |
| 1 W 65420 | Boyelles à Humières. |
| 1 W 65417 | Incourt à Saulty. |
| 1 W 65419 | Saint-Léger à Willerval. |
| 1 W 65418 | Arrondissement de Béthune
<i>Ames à Witternesse.</i> |
| 1 W 65423 | Arrondissement de Boulogne-sur-Mer.
<i>Alincthun à Wissant.</i> |
| 1 W 65421 | Arrondissements de Calais et de Lens.
<i>Calais : Alembon à Sanghen. Lens : Aix-Noulette à Servins.</i> |
| 1 W 65422 | Arrondissement de Montreuil-sur-Mer.
<i>Airon-Notre-Dame à Widehem.</i> |
| 1 W 65424 | Arrondissement de Saint-Omer
<i>Acquin-Westbecourt à Zudausques.</i> |

Porcheries. – Régularisation des autorisations administratives, contrôle : récépissés,
correspondance. 1977-1981

Récépissés des demandes de régularisation reçues en application des articles 35 et 36 du décret 77-1133 du 21 septembre 1977. Classement par date d'envoi des récépissés.

- | | |
|---------------|---|
| 1 W 65306 | Novembre-décembre 1978 (1977-1978).
<i>Affaire Sevrin-Decobert, opposition à l'extension d'un élevage porcin à Écurie.</i> |
| 1 W 65307 | Janvier 1979 (1978-1979). |
| 1 W 65308 | Février 1979 (1978-1979). |
| 1 W 65309 | Mars 1979 (1978-1979). |
| 1 W 65310 | Avril 1979 (1978-1979). |
| 1 W 65311/1-2 | Mai 1979 (1978-1979). |
| 1 W 65311/1 | 7 au 23 mai. |
| 1 W 65311/2 | 25 au 31 mai. |
| 1 W 65312 | Juin 1979 (1978-1979). |
| 1 W 65313 | Juillet 1979 (1978-1979). |
| 1 W 65314/1-2 | Août 1979 (1978-1979). |
| 1 W 65314/1 | 6 au 13 août. |
| 1 W 65314/2 | 16 au 27 août. |

- 1 W 55421 Dépôt souterrain de fuel domestique à Lapugnoy (1970). Dépôt de fuel domestique à Equihen-plage (1970). Stockage d'hydrocarbures à Labuissière (1967-1970). Dépôt de gaz combustible liquéfié à Vis-en-Artois (1971). Atelier de fabrications d'échelons à Nœux-les-Mines (1970). Atelier de mécanique générale et de transformation de matières plastiques à Saint-Etienne-au-Mont (1967). Usines Renault à Béthune (1971). Société Les Application Chimiques à Annay-sous-Lens (1971). Citerne de gaz à Sallaumines (1971). Dépôt d'ordures ménagères à Bancourt (1971). Dépôt de cuirs salés non séchés à Saily-Labourse (1967). Dépôt souterrain de fuel domestique à Arras (1970). Dépôt de vieux véhicules à Labeuvrière (1973-1974). Porcherie à Recques-sur-Hem (1974). Citerne de gaz à Dourges (1971). Atelier de travail des métaux à Calais (1970). Atelier de nettoyage à sec à Lens (1970). Briqueterie Morand à Lambres-lès-Aires (1970). Dépôt de carburant à Boulogne-sur-Mer (1970). Porcherie à Bourlon (1974). Préfabrication d'éléments en béton à Allouagne (1970). Dépôt de liquides inflammables à Lens (1970).
- 1 W 55418 Station d'enrobage à Béthune (1971-1974). Porcherie d'engraissement à Eps-Herbeval (1974).
- 1 W 55426/1 Porcherie de transit à Avesnes-le-Comte (1972-1974). Bâtiment de transit pour du bétail à Loison-sur-Créquoise (1972-1973). Extension d'un dépôt de liquide inflammable à Aire-sur-la-Lys (1973). Dépôt d'ordures en décharge contrôlée à Saint-Tricat (1972-1973).
- 1 W 55426/2 Dépôt de vieux véhicules à Divion (1972-1973). Récupération de vieux métaux à Molinghem (1973). Dépôt de matières de récupérations à Arques (1972-1973). Féculerie de pommes de terre à Landrethun-le-Nord (1971-1974).
- 1 W 55424 Porcherie de transit à Alquines (1975). Elevage de veaux à Zoteux (1974-1975). Porcherie à Vermelles (1972-1975).
- 1 W 55517 Extension de l'usine Courtaulds S. A. à Coquelles (1974-1976).
- 1 W 55444 Elevage de lapins à Desvres (1976). Porcherie à Rumilly (1975-1976). Société pour l'exploitation des équipements immobiliers à Outreau (1975-1976). Porcherie à Rouvroy (1975-1976). Porcherie à Hénin-sur-Cojeul (1975-1976).
- 1 W 65439 Années 1977-1978. – Société Béghin-Say, installation d'un dépôt de déchets en provenance des betteraves à Hamblain-les-Prés (1976-1977). Dépôt de ferrailles à Annequin (1976-1977). Régularisation de l'exploitation d'une porcherie d'engraissement à Saint-Folquin suite à des plaintes pour nuisances (1973-1977). Exploitation d'un dépôt de fuel-oil domestique à Coulogne (1964-1979). Régularisation d'un dépôt de ferrailles et véhicules hors d'usage à Sallaumines (1976-1980).
Le dossier de la société Béghin-Say contient quelques photographies (vers 1977).

- 1 W 65339 Année 1979. – Implantation d'une décharge de boues à La Calotterie (1977-1979). Entreprises Beugnet, exploitation d'une centrale d'enrobage à Sainte-Marie-Kerque (1977-1979). Refus d'atténuation des prescriptions d'exploitation d'un poulailler à Croix-en-Ternois (1979).
- 1 W 65438 Année 1980. – Groupement d'intérêt public Centrale cuirs, exploitation d'un dépôt de cuirs verts et de peaux fraîches à Calonne-Ricouart (1979-1980).

Dépôts de liquides inflammables : correspondance, rapports, plans, affiches, arrêtés.

1960-1970

- 1 W 44601 Air Liquide à Montigny-en-Gohelle (1960-1961).
- 1 W 44599 Dépôt souterrain de 140 000 litres de fuel domestique à Pont-à-Vendin (1970). Garage automobile pour l'entreprise de transports Godefroy à Dainville (1969). Dépôt de 40 m³ de liquides inflammables à Maroeuil (1964). Extension à 180 m³ de 2 dépôts de liquides inflammables à Ecuire (1966-1968). Porcherie à Loison-sous-Lens (1969-1970). Elevage de visons à Bully-les-Mines (1966-1967). Extension d'un dépôt de liquides inflammables par un réservoir souterrain de 40 m³ à Vitry-en-Artois (1969). Extension à 120 m³ d'un dépôt aérien de liquides inflammables de 2^{ème} catégorie à Aire-sur-la-Lys (1969). Dépôt de 6000 l de liquides inflammables de 2^{ème} catégorie à Hesdin (1967). Dépôt aérien de 100 m³ de fuel oil domestique à Echinghen (1968).

Dossiers sans suite

Installations non soumises à la législation sur les établissements classés : correspondance, rapports, procès-verbaux, arrêtés, plan.

1963-1975

- 1 W 55527 Manège de plus de 10 chevaux au Touquet (1970). Réservoir souterrain d'essence à Béthune (1969). Modification du dépôt de gaz combustible liquéfié Beghin frères à Loos-en-Gohelle (1972-1975). Atelier de préparation et de découpage de viandes à Fruges (1971-1973). Dépôt de gaz combustible liquéfié à Vieille-Église (1972). Garage à Béthune (1973). Incinérateur entreprise Brunelle à Boulogne-sur-Mer (1974). Réservoirs d'hydrocarbures Comptoir Tuillier à Wardrecques (1963-1973).
- 1 W 55442 Dépôt aérien de 60000 litres de fuel à Brunembert (1970). Elevage de lapins à Vis-en-Artois (1971). Atelier de réparation et de vente d'instruments de pesage et de radiateurs auto à Saint-Léonard (1971-1972). Atelier de menuiserie à Wimereux (1970-1971). Générateur à vapeur d'appoint à Arras (1970-1971). Fabrication de sujets en chocolat par moulage à Meurchin (1970). Atelier de menuiserie à Libercourt (1970). Extension de l'usine de la Sucrerie coopérative agricole d'Attin (1971). Atelier d'électro mécanique à Berck-sur-Mer (1970). Elevage de lapins Rebreuviette (1971). Dépôt de gaz combustible liquéfié à Hesdigneul-lès-Béthune

(1971). Dépôt souterrain de fuel domestique à Arras (1971). Dépôt d'ordures ménagères à Fresnes-les-Montauban (1972). Usine de transformation de matières plastiques à Hénin-Beaumont (1972). Dépôt de gaz à Aix-Noulette (1973). Dépôt de gaz à Angres (1973). Local commercial à usage de magasin de vente et d'exposition à Noyelles-Godault (1973). Elevage de faisans à Fruges (1972). Dépôt de gaz combustible liquéfié à Locon (1971). Stockage de sucre à Boiry-Sainte-Rictrude (1967). Garage à Calais (1967). Menuiserie à Berck-sur-Mer (1967). Chaudières alimentées au gaz à Mazingarbe (1970). Menuiserie à Achicourt (1971).

1 W 44598 Dépôts de gaz combustibles liquéfiés (1968-1970).

Projets annulés : plans, correspondance, rapports, procès-verbaux, arrêtés, notes. 1965-1977

1 W 55434 BSN à Wingles (1965-1967).

1 W 55432 Charbonnages de France Chimie à Drocourt (1974).

1 W 55443 Porcherie à Saint-Pol-sur-Ternoise (1974-1977).

1 W 55516 Usine d'incinération des ordures ménagères à Longuenesse, dossier incomplet sans suite : plans, correspondance, affiches, rapports. 1972

Tueries particulières

Fermeture de tueries particulières : correspondance, plans, rapports, arrêtés, délibérations, procès-verbaux de notification, compte rendu de réunion. 1943-1973

Contient des dossiers relatifs à la fermeture des tueries particulières en application de l'article 203 du code municipal relatif à la proximité d'un abattoir et de l'article 257 du code rural relatif à la suppression des tueries particulières.

1 W 44594 Zone d'action des abattoirs de Fruges, Étaples, Calais, Lens, Saint-Pol-sur-Ternoise, Béthune (1962-1964). Zone d'action de l'abattoir de Boulogne-sur-Mer (1963-1964). Zone d'action de l'abattoir de Vimy (1962-1963).

1 W 44644/1 Abattoir de Boulogne-sur-Mer (1964-1967). Tueries dans la zone d'action de Fruges (1962-1968). Rayons d'action de Bourbourg, Saint-Omer et Calais (1962-1968). Abattoir de Béthune (1962-1964).

1 W 44644/2 Abattoir d'Arras (1960-1963). Tueries situées dans le périmètre d'action de l'abattoir de Béthune (1960-1963). Tueries particulières de Fiefs et Ambrines (1963). Abattoir de Saint-Pol-sur-Mer (1962-1963). Abattoir de Lens (1962-1963). Tueries particulières dans la Somme (1970). Tueries particulières dans le périmètre d'action de l'abattoir de Bourbourg (1963). Tueries particulières dans le périmètre d'action de l'abattoir de Doullens (1962-1963). Abattoir de Saint-Omer (1962-1963).

1 W 55508 Plan d'équipement des abattoirs publics (1943-1964). Plan d'équipement des abattoirs privés (1960-1964). Zone d'action des

- abattoirs de Frévent, Barlin, Avion, Bully-les-Mines, Courrières, Grenay, Harnes, Hénin-Liétard, Hérsin-Coupigny, Lens, Liévin, Mazingarbe, Nœux-les-Mines, Wingles, Bapaume (1964-1972).
- 1 W 55509 Tueries particulières à Brêmes-les-Ardres (1962-1969). Zone d'action de Saint-Pol-sur-Ternoise (1973). Zone d'action de l'abattoir de Calais (1962-1968). Tueries d'Achiet-le-Petit et Courcelles-le-Comte (1972). Demandes de sursis (1972). Transformation des tueries particulières en abattoirs privés (1961-1964).
- 1 W 44594 Autorisation de création et de transfert, contrôle : plans, arrêtés, correspondance, rapports, comptes rendus. 1949-1963
- 1 W 55507 Fermeture de tueries particulières, organisation : états récapitulatifs des tueries fermées (1962-1972), procès-verbaux de notification (1972), correspondance (1971). 1962-1972

Transport d'hydrocarbures

- 1 W 65490/1-2 Construction et exploitation d'un pipe-line d'hydrocarbures entre Cambrai et Dunkerque par la Société des Transports Pétroliers par Pipe-line (TRAPIL), autorisation. 1953-1964
- 1 W 65490/1 Convention de servitude d'utilité publique : correspondance, procès-verbaux (1955-1963).
- 1 W 65490/2 Autorisations de pénétrer dans les propriétés privées : arrêtés, délibérations, correspondance, certificats, affiches (1953-1956). Reconnaissance des travaux d'intérêt public et urgents : correspondance, décrets (1959-1964). Occupation temporaire de terrains : correspondance, arrêtés, plans (1956-1957).

Elevages

- 1 W 44604 Règlementation : correspondance, textes officiels, documentation (1962-1969). Suivi des dossiers instruits et autorisations délivrées, recensement : correspondance, listes nominatives (1964-1969). 1962-1969
- 1 W 44602-44606 Dossiers individuels. – Exploitation de porcheries, poulaillers et bergeries, autorisation : correspondance, rapports, plans, affiches, formulaires, pièces comptables, plans, rapports, notes descriptives. 1959-1968
- Classement par ordre alphabétique des demandeurs.*
- 1 W 44606 Dossiers rejetés, 1959-1962.
- 1 W 44604 Dossiers incomplets ou sans suite (1963-1968).
- 1 W 44602/1 1966 (lettres A à G).
- 1 W 44602/2 1966 (lettres H à V).
- 1 W 44603 1967

Accidents industriels

- 1 W 32352-32359 Accidents dans les mines, enquête : procès-verbaux, rapports, plans, photographies. 1963-1968
- 1 W 32352 1963-1964 (mai)
 - 1 W 32353 1964 (juin-décembre)
 - 1 W 32354 1965 (janvier-mars)
 - 1 W 32355 1965 (avril à décembre)
 - 1 W 32356 1966 (janvier à juillet)
 - 1 W 32357 1966 (août à décembre)
 - 1 W 32358 1967
 - 1 W 32359 1968
- 1 W 44659 Accident du 21 août 1968 à l'usine de la Grande Paroisse à Liévin, enquête : rapports, plans, photographies. 1968-1969

Nuisances et pollutions

Instruction des plaintes

Plaintes pour nuisances et pollutions, enquête : correspondance, rapports, délibérations, procès-verbaux, plans, photographies, coupures de presse, arrêtés. 1943-1978

- 1 W 44629 Fumées industrielles (1943-1968). Houillères nationales, groupe de Lens, centrale électrique de Vendin-le-Vieil (1951-1955) ; groupe de Bruay, centrale électrique et usine Carbolux de Gosnay (1946-1952). Aciéries de Paris et Outreau (1950-1956). Groupe d'Hénin-Liétard des Houillères, cokerie et centrale de Drocourt à Hénin-Liétard (1956-1958). Verrerie-cristallerie d'Arques (1950-1955). Centrale de Vendin-le-Vieil à Wingles (1951). Usines Courrières-Kuhlmann, centrale et cokerie d'Harnes du groupe d'Hénin-Liétard (1946-1956). Centrale d'Harnes au terail de la fosse 7 (1954-1959). Ammoniac des cokeries (1943-1944). Groupe d'Auchel des Houillères nationales, centrale électrique de Chocques, cokerie de Marles et usine Kuhlmann de Courrières (1946-1958). Houillères nationales, groupe de Béthune, centrale électrique de Beuvry (1950-1957). Raffinerie de benzol à Drocourt (1957). Usines d'Isbergues (1957). Conditions d'élimination des déchets non solubles (1967-1968).
- 1 W 44670 Houillères nationales, usines de Mazingarbe. – Pollutions atmosphériques et aménagements envisagés (1948-1971).
- 1 W 44613/1 1961-1963
- 1 W 44613/2 1965-1971

- 1 W 44610 Déversements de produits cyanurés dans les égouts de Calais (1971).
- 1 W 65442 Pollutions imputées à la société La Clarençoise d'applications métalliques à Divion (1973-1978).
- 1 W 55436-554441 Plaintes antérieures à 1975 (1963-1975).
Classement par ordre alphabétique des communes.
- 1 W 55436 Agnez-lès-Duisans à Avion (1963-1972).
 - 1 W 55437 Barlin à Bucquoy (1964-1972).
 - 1 W 55438 Calais à Cucq (1966-1972).
 - 1 W 55439 Dainville à Lorgies (1968-1975).
 - 1 W 55440 Mazingarbe à Senlis (1965-1974).
 - 1 W 55441 Tilques à Wissant (1966-1973).
- 1 W 65277-65286 Plaintes antérieures à 1978 (1960-1978).
Classement par ordre alphabétique des communes.
- 1 W 65277 Aix-Noulette à Avion (1963-1977).
 - 1 W 65282 Bazinghem à Bruay-en-Artois (1968-1977).
 - 1 W 65279 Calais à Cucq (1971-1978).
 - 1 W 65281 Dainville à Gumes (1970-1978).
 - 1 W 65284 Habarcq à Izel-les-Hameaux (1970-1978).
 - 1 W 65285 La Couture à Moulle (1968-1978).
 - 1 W 65280 Neuville-Saint-Vaast à Pont-à-Vendin (1911-1978).
 - 1 W 65283 Quiestède à Saint-Omer (1960-1971).
 - 1 W 65286 Tincques à Wingles (1972-1978).

Plaintes classées sans suite : correspondance, plans, rapports, photographies. 1952-1981

- 1 W 65324 Société Electro-Diesel à Arques (1976). Dépôt de gaz combustible liquéfié à Berck (1976). Dépôt d'ordures ménagères à Bonnières (1975). Dépôt de maïs à Tilques (1979). Société des carrières du Boulonnais à Bazinghem (1977). Station d'enrobage des Etablissements Beugnet à Béthune (1972-1973). Dépôt d'essence à Bienvillers-au-Bois (1952-1977). Tannerie à Blendecques (1976-1977). Dépôt de charbon et de gaz à Béthune (1977). Société Bethong à Béthune (1977). Porcherie et élevage de vaches à Beaufort-Blavincourt (1972-1973). Décharge non autorisée à Blessy (1979). Conserverie du Beau-Marais à Béthune (1979). Atelier de mécanique à Arras (1973-1976). Jardins ouvriers à Arras (1979-1980). Porcherie à Anzin-Saint-Aubin (1980). Décharge sauvage à Arras (1977). Terril de l'ancienne fosse 5 à Loos-en-Gohelle (1976). Terril de la fosse 6 à Labourse (1974-1976). Dépôt de ferrailles à Liévin (1972-1979). Société Châtillon-Commentry-Biache à Biache-Saint-Vaast (1979). Décharge à Beaulencourt (1978). Installations frigorifiques à Berck-Plage (1978-1980). Dépôt de déchets à Béthune (1979). Dépôt de ferrailles à Bouvigny (1978). Dépôt d'ordures ménagères à Ames (1976-1978). Décharge d'ordures ménagères à Auchel (1972-1978). Porcherie à Beussent (1979-1980). Compresseurs à Bruay-en-Artois (1977). Animalerie

à Oye-Plage (1980). Atelier de travail du bois et élevage de volailles à Oppy (1975-1979). Déversement de matières de vidanges à Équihen (1979). Société Alty à Bavincourt (1978-1979). Société La Barelite à Brebières (1974).

1 W 65325 Société de chasse de Souastre (1979). Etablissements Montovani à Mont-Saint-Eloi (1973-1979). Porcherie de transit à Sains-les-Pernes (1976). Parc de stationnement à Noyelles-Godault (1976-1977). Elevage de bovins à Nempont-Saint-Firmin (1979). Etablissements Vanosec à Arras (1978). Société La Lyonnaise des eaux à Moule (1977-1978). Cartonnerie à Quiestède (1976-1978). Broyeur à grains à Alincthun (1977). Dépôt de ferrailles dans le domaine SNCF à Boulogne-sur-Mer (1971-1973). Hydrocarbures à Calais (1977). Europa Casse Auto à Carvin (1976-1978).

1 W 65326 Décharge communale à Nœux-les-Mines (1979). Atelier de menuiserie à Calais (1978-1979). Dépôt de vieilles voitures à Labeuvrière (1976-1980). Dépôt de ferrailles à Loos-en-Gohelle (1973-1979). Cheminées Philippe à Achicourt (1978-1979). Dépôt de ferrailles à Courrières (1979). Dépôt de vieux véhicules à Houchin (1974-1979). Etablissements Biervoies à Liévin (1979). Porcherie à Ligny-sur-Canche (1978-1980). Décharge d'ordures ménagères à Boisieux-Saint-Marc (1980). Décharge à Nesle (1980). Etablissements Givelet à Rinxent (1980). Elevage de volailles à Liévin (1979-1980). Porcherie à Labourse (1979-1980). Elevage de volailles à Lagnicourt-Marcel (1980). Etablissements Lombart à Calais (1979-1980). Installation frigorifique à Lens (1979-1980). Usine de fabrication de brosses à Saint-Etienne-au-Mont (1980-1981). Etablissements Canatta à Harnes (1980-1981). Dépôt de fuel et de charbon à Saint-Pol-sur-Ternoise (1979-1980). Porcherie à Villers-au-Bois (1980). Société Altec-Sopitec à Sains-en-Gohelle (1967-1980).

1 W 65330 Décharge d'ordures ménagères à Auchy-les-Mines (1973-1976). Dépôt d'ordures ménagères à Bailleulval (1976-1978). Centrale thermique de Labuissière (1976). Dépôt de ferrailles à Ferfay (1978). Porcherie à Veil-Moutier (1977-1978). Dépôt d'ordures ménagères à Athies (1975-1977). Terril de l'ancienne centrale de Liévin à Avion (1976). Dépôt de ferrailles à Liévin (1976-1978). Chenil à Saint-Martin-au-Laert (1976-1977). Cuve de gasoil à Vimy (1978). Porcheries à Verchocq et Rumilly-Beaussart (1978). Décharge sauvage à Wacquinghen (1971-1976). Décharge à Warlencourt-Eaucourt (1976-1978). Société Boussois-Souchon-Neuvesel à Wingles (1978). Porcherie à Mametz (1978). Retombées de fumées d'usines à Saint-Léonard (1977). Porcherie à Beaurainville (1975-1976). Produits et matériel vétérinaires Lebas à Vitry-en-Artois (1976-1978).

1 W 65331 Atelier de travail des métaux à Beaumetz-les-Loges (1976-1978). Atelier de peinture à Pont-à-Vendin (1974-1980). Elevage de

volailles à Inghem (1979-1980). Décharge d'ordures ménagères à Fresnes-lès-Montauban (1980). Atelier de carrosserie à Lens (1974-1980). Dépôt de détritiques à Montigny-en-Gohelle (1978-1979). Société EDF-GDF à Vendin-le-Vieil (1979). Etablissements Rats à Coulogne (1979). Porcherie à Lourches (1977-1979). Parc de stationnement et dépôt de carburant à Vitry-en-Artois (1979). Station de distribution de carburants à Gouy-en-Artois (1979). Elevage de moutons à Grenay (1978-1979). Elevage de porcs à Journy (1974-1978). Chaufferie de la ZUP de Lens (1980). Etablissement Mattiuzzi à Arras (1980). Société Servimo, station-service Elf, à Béthune (1980). Etablissements Vasseur à Bruay-en-Artois (1979-1980). Parc de stationnement et dépôt de bouteilles à Billy-Montigny (1975-1980). Elevage de porcs à Villers-lès-Cagnicourt (1980). Dépôt de gaz à Lens (1978-1979). Poulailier à Thélus (1978-1979). Atelier de réparation de moteurs à Arras (1978-1980). Dépôt de gaz inflammable à Saint-Laurent-Blangy (1980). Porcherie à Servins (1979). Fumière à Mencas (1978-1979). Elevage de chiens à Marles-les-Mines (1978-1980). Dépôt de ferrailles à Maroeuil (1978-1979).

Pollution atmosphérique

Enquêtes et études : correspondance, délibérations, plans, rapports, arrêtés, graphiques, coupures de presse, photographies. 1961-1969

Capteurs implantés Arras, Béthune, Boulogne-sur-Mer, Calais, Chocques, Courrières, Desvres, Douvrin, Evin-Malmaison, Harnes, Hénin-Liétard, Isbergues, Labuissière, Lens, Le Portel, Marquise, Pont-à-Vendin, Vermelles et Vitry-en-Artois.

1 W 44611 Implantation des jauges atmosphériques (1961-1968).

Analyse des prélèvements et bilans annuels (1965-1972).

1 W 55528	1965 (1er et 2ème trimestre).
1 W 44619/1	1965 (3ème et 4ème trimestre).
1 W 44620	1966
1 W 44622	1967
1 W 44623	1968
1 W 44624	1969
1 W 44625	1970
1 W 44626	1971
1 W 44634	1972

1 W 44618 Empoussiérage des agglomérations urbaines et industrielles de la région du Nord entre 1964 et 1968 : rapport (1969).
Rapport transmis par le service pollution atmosphérique des Mines de Douai.

1W 44635 Cas de pollution par des poussières atmosphériques (1966-1968).
Rejets industriels à Arras, Béthune, Boulogne-sur-Mer, Calais, Chocques, Courrières, Desvres, Douvrin Evin-Malmaison, Harnes,

Hénin-Liétard, Isbergues, Labuissière, Lens, Le Portel, Marquise, Pont-à-Vendin, Vermelles et Vitry-en-Artois. Papeterie Avot-Vallée à Blendecques. Sucrierie du Marquenterre à Marconnelle. Lavoir central des gras à Fouquières-lès-Lens. Cokerie de Vendin-le-Vieil. Cartonnerie de l'Hermitage à Blendecques. Lavoir du siège 10 d'Oignies à Dourges. Siège 6 de Liévin à Angres. Usines de Drocourt. Usine Penarroya à Noyelles-Godault. Siège 5 ouest du groupe d'Hénin-Liétard des Houillères nationales du Bassin du Nord-Pas-de-Calais (HBNPC). Société Huiles Goudrons Dérivés à Vendin-le-Vieil. Société industrielle des oléagineux à Saint-Laurent-Blangy. Distillerie Beghin de Corbehem. Siège 24 nord du groupe d'Hénin-Liétard des HBNPC.

Pollution des eaux

Cas de pollution industrielle, enquête et étude : correspondance, délibérations, plans, rapports, arrêtés, graphiques, coupures de presse, photographies, textes officiels, affiches, notes.

1884-1969

- 1 W 44592/1 Rejets de la cartonnerie de Wardrecques dans la Melde et pollution de la Melde à Aire-sur-la-Lys (1884-1965). Aciéries d'Isbergues (1958-1964). Association des utilisateurs d'eau des bassins de la Lys, de la Deûle, de la Marque, et de l'Espierre, extension de son activité au Pas-de-Calais (1962). Etude de la pollution des eaux par des industries du département (1961). Pollution du canal de la haute Deûle (1962-1963). Pollution de la Canche et de la Nave pendant la saison betteravière (1963-1965). Usines Béghin-Say à Corbehem (1964). Pollution de la Lys par la féculerie Roquette à Lestrem (1953-1955). Pollution de la Lys et de ses affluents (1960-1964). Rejets des réseaux résiduaires (1951-1960). Consultation des inspecteurs des établissements classés par la Commission de pollution des eaux sur les cas de pollution par des eaux résiduaires (1960).
- 1 W 44592/2 Rejets dans la Scarpe par la papeterie et sucrierie Béghin à Corbehem (1924-1966). Pollution du canal d'Aire à La Bassée et du Surgeau par des industries de Douvrin (1962-1968). Sucrierie centrale d'Arras puis Sucrierie Béghin à Boiry-Sainte-Rictrude (1949-1966). Féculerie Roquette, sucrieries de Trèzennes, Pont d'Ardres, Lillers, Sainte-Marie-Kerque et Savy-Berlette, compagnie française des essences synthétiques à Liévin, Ammoniaque de Liévin, Houillères de Liévin, Houillères de Courrières, Houillères d'Harnes, Courrières-Kulhman à Liévin, Penarroya à Noyelles-Godault, Cokerie de Drocourt, Fours à coke de Pont-à-Vendin, Huiles Goudrons et dérivés à Vendin-le-Vieil, Papeterie des usines Béghin à Corbehem, usines de Gosnay, Papeteries d'Arques, usine de Feuchy, Bakélite à Brébières, Fonderies laminoirs et aciéries de Biache-Saint-Vaast (1947-1960). Odeurs malsaines des déversements d'eaux industrielles de la

société industrielle des oléagineux à Saint-Laurent-Blangy (1956-1957).

1 W 44593 Pollution de la Canche (1965). Distillerie de Vaulx-Vraucourt (1967). Pollution de la Lys (1958-1960). Déversements de Marles-Kuhlman et des installations des houillères (1964). Pollution de la Liane, du Slack et du canal d'Aire (1963-1964). Pollution du canal d'Aire (1962-1964). Pollution du canal d'Aire à La Bassée (1964). Pollution de la Clarence, de la Save et de la Lys (1962-1964). Pollution de la Canche (1963-1965). Pollution des eaux par la distillerie « Le Progrès » à Béthune (1958-1964). Pollution du canal de la Deûle et du canal de Lens (1961-1962). Pollution des eaux de forage de Salomé (1951-1963). Projet de création d'un atelier de lavage et peignage de laines à Auchel par la société Dewavrin fils (1963). Dépôt de matières fécales de l'entreprise libérale à Sainte-Catherine (1966-1968). Etudes sur la qualité des eaux superficielles (1965-1966).

1 W 44640 Etude de prélèvements réalisés dans les rivières du Pas-de-Calais (1965-1970).
La Sambre, L'Escaut, La Scarpe, La Deule, La Lys, L'Aa, La Liane, La Canche, L'Authie, L'Helpe mineure, L'Helpe majeure, L'Escaillon, La Ronelle, L'Hogneau, La Garbecque, La Laquette, La Nave, La Clarence, La Lawe, La rivière de Busnes, La Melde, La Bourre, La Hem, La Gauche.

1 W 44621 Qualités des eaux douces et eaux de mer des environs de Calais (1967). Qualité des eaux du canal de Neufossé (1968). Pollution des eaux dans les industries chimiques et les établissements dépendant des Houillères nationales (1969).
Kuhlmann à Wattrelos, La Madeleine et Loos-lez-Lille. S. N. U. L. des Houillères nationales à Libercourt. Siège 5 du groupe d'Auchel-Bruay. Siège 6 d'Haillicourt. Schenectady à Béthune. Siège d'Arenberg du groupe de Valenciennes. Lavoir de Chocques. Gare centrale des locomotives à Bruay-en-Artois. Cokerie d'Harnes. Usine du Borex à Coudekerque-Branche. Raffinerie de Dunkerque. Société Monsanto à Wingles. Lavoir de Mazingarbe. Cokerie de Lourches. L'Air liquide à Denain. Siège 2 de Marles du groupe d'Auchel-Bruay. Usine d'explosifs à Billy-Berclau.

1 W 44639 Pollution de la Lawe et de la Clarence (1967).

Commission départementale des eaux, organisation et fonctionnement : correspondance, coupures de presse, arrêtés préfectoraux, comptes rendus de réunion, procès-verbaux, ordres du jour, rapports, documents de séance, brochures, coupures de presse, conventions, textes officiels. 1949-1968

1 W 44652/1 Création et organisation de la commission (1949-1962). Séances des 18 février 1950, 17 février 1960 et 12 avril 1962 (1950-1962).

- 1 W 44652/2 Séance du 24 mai 1963 (1963).
- 1 W 65552 1964-1968
- 1 W 44654 Commission interdépartementale du bassin de la Lys, organisation et
réunions : correspondance, arrêtés, procès-verbaux, rapports, plans.
1954-1964